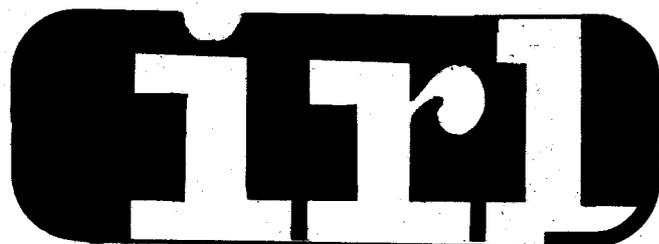


Informations rassemblées à **Lyon**



N° 11-3F



en fac, on exorcise les fantômes

Difficile de déterminer qui du gouvernement et des étudiants, l'université emmerde le plus

Pour le gouvernement le problème de l'université se pose en des termes relativement simples: l'université coûte très cher et l'enseignement qu'elle dispense ne s'avère pas économiquement rentable. Les futurs cadres supérieurs de la nation ne sortent plus comme il y a vingt ans, des centres universitaires mais des grandes écoles. Celles-ci forment directement les technocrates robotisés indispensables à la croissance industrielle. Depuis quelques années, l'université ne fournit plus que des enseignants, des chercheurs, des cadres moyens sans qualification professionnelle et surtout des chômeurs diplômés.

Avec la crise économique un vent malthusien anime le secteur universitaire: il faut une réforme pour rentabiliser au maximum l'enseignement. Economie en réduisant le nombre des nouveaux enseignants; économie en supprimant des postes d'assistants vacataires; économie en réduisant le nombre d'étudiants pouvant entrer en licence; économie enfin en créant des licences professionnelles, directement contrôlées et financées par le patronat local pour cinq ans. En bref on veut faire de l'université une super grande école batarde, professionnalisée qui nie toute notion de culture telle qu'on pouvait espérer qu'elle subsiste, dans certains milieux universitaires.

De toute manière, même en acceptant de se placer dans l'optique gouvernementale de rentabilisation, la réforme ne résout aucun problème, le fait que les diplômés soient plus «professionnels» ne va pas créer par enchantement des emplois; les partis de gauche tout autant préoccupés que le gouvernement par cette rentabilisation s'acharment à démontrer qu'elle en soulève de nouveaux: diplômes régionaux, accroissement de la sélection sociale, affaiblissement de la recherche scientifique, éclatement des universités.

Ceci dit, et c'est ce qui est principalement intéressant dans le mouvement actuel, le débat sur la réforme en elle-même n'est qu'un support pour un autre combat qui intéresse une minorité grandissante d'étudiants.

C'est une évidence pour tous ceux qui ont suivi le déroulement de la lutte, le mouvement universitaire est parti d'éléments dits «inorganisés», influencés à des degrés divers par les idées libertaires: refus des structures organisationnelles permanentes; refus des «petits chefs»; auto-organisation. Pour ceux là l'université doit changer dans un sens tout à fait opposé à celui de la réforme. Elle ne doit en aucun cas déboucher sur une formation professionnelle, véritable programmation responsable en pre-

mier lieu de la division sectorielle du travail. L'université est une immense mémoire, réservoir renfermant la connaissance et le savoir qui doivent être mis à la disposition de tous. Il ne suffit pas de vouloir ouvrir les facs aux travailleurs, aux non-bacheliers, il faut la suppression des examens et des diplômes, l'élaboration communes (enseignants - étudiants) des enseignements. La fac doit être le lieu d'expériences nouvelles, elle ne doit pas rester la propriété d'une minorité coupée du monde du travail; pas d'étudiants; des travailleurs étudiants.

Si ce phénomène n'est pas nouveau dans le milieu étudiant, il l'est tout de même par son ampleur. Et même si les politicards initiés ont maintenant pris le contrôle du mouvement certaines facs sont restées longtemps (et sont encore) en lutte sur ces bases (langues orientales Paris, Dauphine Paris, Tolbiac Paris, Lille 1 et 3). La lutte contre la réforme si elle permet de mobiliser la quasi-totalité des étudiants, passe nécessairement au second plan de la révolte qui nous anime face à la faillite de la conception générale de l'université: (cf l'article «En fac on s'emmerde» dans le numéro précédent). Et les préoccupations des Responsables (gouvernementaux, étudiants, universitaires) sont bien éloignées des nôtres. S'ils s'emploient maintenant à réprimer grâce au spectre des examens toute manifestation dure du mouvement, c'est avec un succès moindre si l'on considère l'écoeurement désabusé de la plupart des étudiants qui, naïvement, «y ont cru».

Peu importe maintenant l'issue de la grève qui depuis plus de deux mois sévit dans les facs. La volonté des étudiants de prendre eux-mêmes en mains leur lutte en refusant de la subordonner à quelque organisation politique ou syndicale que ce soit est un fait éminemment positif. Peu importe si l'imagination a fait une fois de plus défaut et si le découragement se fait jour. Les organisations bureaucratiques et hiérarchisées ont reçu un coup sévère et les idées ont fait leur chemin.

L'enjeu du pari gouvernemental mêlé au malaise qui saisit et radicalise un nombre croissant de lycéens et d'étudiants, annoncent des luttes répétées et durcies dans les années à venir. Les aspects libertaires plus ou moins marqués des grèves de cette année auront sans doute une influence non négligeable dans les prochains mouvements.

Il est nécessaire pour cela qu'à partir de ces réflexions naissent des objectifs clairs à offrir comme perspective à la masse des étudiants. Objectifs qui, cette année il faut bien le reconnaître, ont fait cruellement défaut.

Il s'est créé à LYON, depuis le début 1976, un centre de documentation libertaire.

Nous possédons actuellement une série d'archives et de livres sur le mouvement anarchiste, ouvrier et social (CAP, lutte des femmes...) français et international.

Ces informations ne doivent pas rester ignorées, à l'abri des regards et des recherches. Le travail des anarchistes doit être également de faire connaître et de propager les idées libertaires.

Le CDL de LYON a besoin de vous.

Nous vous demandons de nous aider à faire vivre ce centre:

1) en nous envoyant livres, brochures, travaux de recherche personnels, tracts... sur les luttes anti-autoritaires dans votre région.

2) en participant matériellement et financièrement au CDL;

3) en nous faisant part de vos critiques, suggestions...

Nous proposons d'organiser un échange de documents entre les différentes personnes et groupes désirant faire partie de ce centre de documentation.

Nous avons l'intention de tirer un bulletin recensant les informations que nous aurons reçues et traiter de sujets divers et d'organiser dans nos locaux quelques expositions (Comité de Quartier, la Belle Epoque...)

Des contacts seront pris avec des centres de documentation (CIRA, Turin, ...) et des groupes étrangers.

Pour tous contacts, écrivez ou passez au local:

Les mardis soirs après 20 h.

Les samedis après-midi.

le libertaires, la CFDT et la transition vers le socialisme

(A propos d'une « lettre à une étudiante » du sociologue Touraine.)

A deux ans d'élections législatives où la gauche peut sérieusement espérer accéder au gouvernement et provoquer ainsi des bouleversements sociaux considérables, l'existence en France d'un syndicat comme la CFDT a une grande importance.

En regroupant un million d'adhérents dans toutes les entreprises, en se réclamant de l'autogestion, la CFDT constitue l'élément essentiel des forces sociales qui, de l'antimilitarisme à l'écologie, sont capables non seulement d'éviter la mise en place de régimes autoritaires de droite ou de gauche, mais aussi de construire le socialisme autogestionnaire, libertaire que nous souhaitons.

C'est pourquoi il est utile non seulement de militer, comme beaucoup de copains le font, dans les rangs de la CFDT, mais aussi de réfléchir sur la stratégie de cette centrale syndicale.

I LA STRATEGIE DE LA C.F.D.T.

Parler de « stratégie » c'est sûrement employer un grand mot, la CFDT est très diverse, aussi diverse que ses milliers de sections d'entreprises, que ses centaines de syndicats répartis à travers les différentes régions françaises. La confédération peut bien s'efforcer de définir des grands axes, souvent nés de compromis entre les différents courants qui la traversent. On sait bien qu'un syndicat c'est beaucoup plus complexe, beaucoup plus enraciné dans la vie concrète des gens qu'un parti politique. Une centrale syndicale ne se détermine pas à coup de « ligne politique ».

Ces réserves faites on peut dire malgré tout que la CFDT s'appuie sur une analyse de la transition vers le socialisme, une grande manière de voir les choses (celle du courant autogestionnaire) qui, avec des nuances diverses, est commune à la plupart des militants qui font vivre le syndicat.

Dans son livre « Lettres à une étudiante » le sociologue Touraine résume assez bien en quoi consiste cette analyse de la transition vers le socialisme.

On peut la définir en quatre points:

1) Distinction entre la conquête du pouvoir par la gauche politique (les partis) et l'action sur le terrain social des « mouvements sociaux », des mouvements populaires, contestataires, action dans laquelle les syndicats jouent un rôle essentiel. Ces deux types d'action sont distincts et les organisations menant la lutte sur le terrain social doivent être indépendantes des organisations qui visent à exercer le pouvoir politique.

2) Priorité de la lutte sur le terrain social dans le processus du passage au socialisme puisque ce sont ces luttes qui préparent l'autogestion, la prise en mains progressive par le peuple lui même de l'ensemble des mécanismes de la vie en société.

3) Alliance des mouvements sociaux et des forces politiques brigant l'exercice du pouvoir.

4) Opposition nécessaire entre les mouvements sociaux luttant pour une transformation de la société et les forces de gauche exerçant les responsabilités du pouvoir.

2 LES POINTS COMMUNS ENTRE L'ANALYSE DE LA C.F.D.T. ET LES POSITIONS LIBERTAIRES.

Un libertaire un peu averti (comme nous le sommes tous!) ne manquera pas de se sentir en terrain connu face à une conception qui affirme aussi nettement, la priorité des luttes sociales sur les luttes politiques, l'indispensable indépendance des organisations animant ces luttes par rapports aux organisations politiques. Surtout, comme le montre la réflexion de Touraine, le développement des luttes sociales depuis 15 ans en Europe et l'échec évident du socialisme d'Etat dans les pays de l'est ont fait comprendre à un nombre croissant de militants le danger que représente l'Etat et l'impossibilité que celui ci puisse être le moteur du passage au socialisme.

Touraine (l'idée reflète intellectuellement d'une manière de penser qui s'est imposée depuis dix ans) expose nettement ce point de vue:

« Je veux rendre clair tout de suite le sens de ma réflexion. Je m'oppose à l'Etat comme principe supérieur d'ordre, qu'il s'agisse de l'Etat absolutiste dominé par d'anciennes classes dirigeantes ou au contraire de l'Etat organisé sous l'effet d'une poussée sociale ou même d'une rupture révolutionnaire. Cet Etat, défini au delà des rapports sociaux me semble appartenir soit aux sociétés qui se conçoivent globalement comme soumises à un or-méta-social, providence divine, lois de la politique ou de l'économie, soit celles qui doivent se libérer d'un retard et d'une dépendance extérieure. » Page 42.

Et plus loin:

« L'Etat (après la victoire de la gauche) sera nécessairement l'agent principal d'une nouvelle élite dirigeante. Or une élite dirigeante, c'est à dire le groupe qui dirige le changement porte toujours en elle une classe dirigeante qui domine la société nouvelle. La poussée populaire doit donc être indépendante d'elle, parce qu'elle aura à être contre elle. » Page 43.

Et Touraine ne craint pas d'aller au fond de son sentiment:

« En face du couple révolutionnaire - réformiste, ma position..... est à la fois libertaire et démocratique » 46 - 47.

Sartre se déclare anarchiste, Touraine se dit libertaire, il y a de l'eau qui est passée sous le pont depuis 10 ans. Mais restons modestes et revenons à nos moutons.

Priorité des luttes sociales, indépendance de ces luttes par rapport aux partis politiques, grande méfiance vis à vis de l'Etat: on peut dire qu'une large fraction de la gauche actuelle, en particulier celle qui anime la CFDT est bien près de faire sienne les conceptions libertaires sur le passage au socialisme. (1)

Avec une divergence fondamentale cependant.

3) UNE DIVERGENCE ESSENTIELLE: LA QUESTION DE L'ETAT.

Pour nous libertaire, l'Etat doit être détruit dès le début de la période de transition, dès le moment où les forces conservatrices cessent d'exercer leur domination politique sur la société, dès le moment où commence la remise en cause des structures du système capitaliste.

Pour le CFDT, si la puissance de l'Etat doit être contrebalancée par des luttes sociales autonomes, véritable moteur de la transformation sociale, non seulement elle ne doit pas être détruite, mais elle doit, dans les mains des forces politiques de gauche, constituer un moyen indispensable pour que cette transformation est lieu, pour que le système capitaliste puisse être remplacé un jour par le socialisme autogestionnaire. C'est ce qu'explique Touraine:

«La gauche pour exister doit suivre les deux voies à la fois.....: voie sociale contestataire et voie politique planificatrice. Elle doit mener de front, sans pouvoir les confondre, la poussée de base des mouvements sociaux et l'intervention étatique capable de modifier l'organisation économique et sociale et lancer le pays dans la société post-industrielle.» 43.

Enoncer ainsi ce qui distingue les conceptions libertaires et les conceptions de la CFDT ne révèle pas seulement l'ampleur des divergences, l'ampleur du fossé qui sépare les unes et les autres, mais également les raisons des hésitations d'un grand nombre de militants CFDT, fortement attirés par les idées libertaires et qui pourtant ne parviennent pas à trouver «raisonnable» ce qui constitue une des positions fondamentales du mouvement anarchiste: la suppression préalable de l'Etat pour pouvoir engager la construction du socialisme. Plus que d'un fossé il faudrait parler de gouffre, de gouffre sans fond qui ne terrifie pas seulement les militants CFDT ou les intellectuels comme Touraine.

4) L'ASPECT INTEMPOREL DE LA POSITION LIBERTAIRE.

Parce qu'il faut quand même regarder les choses en face. Si on peut souscrire des deux mains à l'affirmation très générale de Sartre qui nous dit: «J'ai toujours pensé que l'anarchie, c'est à dire une société sans pouvoir, doit être réalisée», et c'est bien pour cela que nous sommes anarchistes, il y a loin entre cette volonté de construire une société sans pouvoir et sans Etat et la mise en avant de modalités pratiques permettant, en 1976, en France, d'envisager comment on peut construire cette société.

Il est très facile de dénoncer bruyamment le «Réformisme» des milliers de militants proches de nous par bien des points, qui, à la CFDT ou ailleurs, s'efforcent d'envisager concrètement comment les choses vont se passer dans les mois et les années qui viennent, ce qu'il faudra faire et dire pour marcher vers l'autogestion. C'est plus difficile de prendre nous mêmes le problème à bras le corps et d'envisager concrètement comment notre affirmation selon laquelle il faut détruire l'Etat, peut constituer l'axe d'une stratégie, réaliste pour les années qui viennent. Si nous sommes honnêtes avec nous mêmes il faut bien reconnaître qu'envisager les choses sous cet aspect concret et immédiat nous donne à nous aussi le vertige et on peut se demander si ce vertige, qui fait reculer les militants actifs dans les syndicats et ailleurs n'est pas le même qui pousse un grand nombre d'entre nous à se réfugier derrière des formules d'autant plus radicales et révolutionnaires qu'elles sont plus générales et intem-

porelles. Comme disait l'autre, à propos de la morale de Kant, les mains des anarchistes sont d'autant plus blanches (du point de vue de la pureté révolutionnaire) qu'ils n'ont pas de mains. (2)

Le caractère trop souvent intemporel de l'affirmation libertaire «Il faut supprimer l'Etat» s'explique sans doute en partie par notre petit nombre, pas seulement cependant. Quand on relit ce que le congrès de la CNT à Saragosse en 1936, dit, quelques mois avant le début de la révolution, du «communisme libertaire» et des moyens d'y parvenir, on comprend le désarroi des militants les plus «révolutionnaires» lorsque brusquement il a fallu passer aux actes, on comprend que les plus extrémistes, comme Garcia Olliver, ait pu en quelques semaines se retrouver dans un fauteuil de ministre (mais oui! pas moins). Le radicalisme verbal, l'absence de stratégie concrète conduit le plus souvent aux pires des opportunistes. (3)

Mais alors, si ce qui constitue le point central de l'anarchisme révolutionnaire est aussi vague, aussi creux dirait Touraine, pourquoi ne pas rallier purement et simplement la stratégie de la CFDT, qui a au moins le mérite d'exister et d'espérer peser sur les événements à venir?

Pour ma part ne mettant pas mon point d'honneur à être le plus à gauche possible je suis prêt à renoncer à l'idée qu'il faut détruire l'Etat, immédiatement, pour engager la construction du socialisme autogestionnaire, prêt à soutenir ce qu'on pourrait appeler une stratégie «anarcho-réformiste».

Encore faudrait il que cette stratégie (apparemment très sage si on la compare à certaines vociférations anarchistes qui ne m'inspirent en effet aucune confiance) soit vraiment une stratégie réaliste. Or ce réalisme on peut sérieusement en douter.

5) L'IRREALISME DE L'ANALYSE DE LA C.F.D.T.

Touraine formule ainsi le problème.

«Comment combiner gestion de gauche et opposition de gauche? Peut on concevoir...un gouvernement qui porte directement atteinte à l'économie capitaliste et qui pourtant ne supprime pas, ne puisse pas supprimer une opposition de gauche?» 41.

Là est bien le problème en effet.

Pour Touraine comme pour la CFDT «Il faut à la fois demander un Etat qui anime le développement économique et reconnaître la priorité des mouvements sociaux dans un monde où l'Etat est devenu le pilier central de la classe dirigeante» 43

«Il faut», peut être, mais est ce possible?

Touraine n'ignore pas ce qui s'est passé en Russie en 1917, dans les pays de l'est, en Chine, au Viet nam, au Cambodge, au Laos, à Cuba. Il sait comment dans ces pays la révolution s'est accompagnée d'une dictature étatique s'étendant à la totalité de la vie sociale et ne laissant pas la moindre place (sinon dans les camps!) à une contestation sociale indépendante. Son pari c'est de dire que dans les nations industrialisées comme la France cette dictature de l'Etat peut être évitée.

«Il est peu probable en ce moment que se crée une telle situation, car cette dictature de l'Etat révolutionnaire suppose une crise des institutions ou même de l'existence nationale qui ne semble pas appartenir à l'avenir immédiat. Le pouvoir que peut conquérir la gauche en Europe occidentale ou en Amérique du nord ne serait pas un pouvoir absolu» 34

«Il faut», «il est peu probable», «il ne semble pas», «ne serait», Touraine est bien peu sûr de lui pour exposer ce

qui fonde la stratégie de toute une partie de la gauche en France.

Et à justes raisons.

Malgré son optimisme Touraine sait bien, comme tout le monde, que l'accession au pouvoir d'une gauche prétendant effectivement s'attaquer au capitalisme, jointe à de puissants mouvements sociaux entreprenant de construire directement le socialisme autogestionnaire, provoquera inéluctablement deux grands effets:

1) Une lutte de classes impitoyable à l'intérieur du pays entre les forces voulant détruire le capitalisme et celles qui voudront le défendre, pas seulement les «Grands Monopoles» mais les millions de petits patrons, de paysans, de cadres qui, comme au Chili, pourront paralyser l'économie et jeter le pays dans un gigantesque chaos.

2) une pression gigantesque des USA et des autres nations restées aux mains des tenants du capitalisme.

Bref, les conditions mêmes qui donnent à l'Etat, à sa police et à son armée un rôle essentiel puisqu'ils deviennent un puissant moyen d'ordre intérieur et l'instrument de la résistance (ou de la collaboration) contre les puissances extérieures. Comment Touraine peut-il imaginer l'arrivée au pouvoir de forces anti-capitalistes sans que les institutions entrent en crise, sans que l'indépendance nationale soit menacée par les autres pays capitalistes?

La stratégie du double mouvement: conquête du pouvoir politique de l'Etat par les partis de gauche: contestation sociale, en particulier par les syndicats, repose sur un postulat sans lequel elle s'écroule entièrement: Une transformation radicale de la société, la destruction du capitalisme (pas moins), sont possibles dans le cadre d'un Etat démocratique respectant non seulement les libertés individuelles les plus élémentaires, mais encore l'existence d'un puissant mouvement social, le contestant au besoin et se chargeant de promouvoir dans tous les rouages de la société la construction du socialisme

Pour Touraine, comme pour tous ceux qui, au nom d'un réalisme à court terme, ont besoin de croire qu'il est possible de transformer la société sans nuages et sans remous «Il faut» que ce postulat soit vrai alors que manifestement il est faux.

Soixante d'histoire du capitalisme nous ont appris que contrairement à ce que dit Touraine la dictature étatique pour s'instaurer n'a pas besoin d'une crise totale, il lui faut bien moins que ça. Que la lutte entre les tenants de l'ordre capitaliste et ceux qui veulent changer le système s'accroisse, que les seconds soient prêts de l'emporter dans le cadre même des institutions de ce système, qu'ils menacent ne serait ce que symboliquement les intérêts capitalistes et tous les rouages «démocratiques», conçus pour ceux qui acceptent la société actuelle, cessent brusquement de fonctionner, les gens descendent dans la rue, s'affrontent directement, les classes moyennes se mobilisent et l'Etat rétablit tôt ou tard, à son profit l'ordre, par la force et la répression.

Sous des apparences réalistes et raisonnables la stratégie actuelle de la CFDT repose sur une conception de la transition au socialisme qui, elle relève de l'utopie et non d'une véritable analyse du fonctionnement de notre société.

Les crises économiques capitalistes, la lutte des classes exploitées et de tous ceux qui souhaitent une vie différente ne peuvent déboucher que sur trois grandes stratégies:

1) Jouer les apprentis sorciers, croire qu'il est possible de passer au socialisme dans le cadre de la démocratie bourgeoise, sans envisager les moyens de résister, dans la liberté, à la mobilisation des forces conservatrices et sur-

tout à la puissance de l'Etat. Cette stratégie comme l'a montré l'exemple chilien ne peut conduire qu'à une victoire de la droite (qui elle, ne s'embarasse pas des règles démocratiques lorsqu'il s'agit de défendre ses privilèges) qu'à une domination étatique de droite, qu'elle revête ou non les formes du fascisme.

2) S'emparer de l'appareil d'Etat et mettre en place une dictature soi-disant révolutionnaire, imposer à l'ensemble de la société la domination étatique baptisée de prolétarienne, qui régnait en URSS, en Chine ou au Cameroun, et qui n'a rien à envier en fait d'oppression aux régimes autoritaires de droite.

3) Détruire l'Etat, mettre en place une structure politique nouvelle, décentralisée, autogérée, empêchant la force et la domination idéologique de s'autonomiser dans des appareils coercitifs séparés, toujours prêts à prendre le relais du capital lorsque celui-ci ne parvient plus à dominer la société.

Cette troisième stratégie peut sembler la plus utopique, tant est forte chez chacun de nous le besoin de sécurité, le besoin de croire dans un Etat protecteur, dans un «bon Etat». Mais c'est la seule réaliste pour ceux qui veulent effectivement non seulement construire une société sans classes mais éviter l'esclavage généralisé que nous prépare le capitalisme.

Constater le caractère irréaliste de l'analyse du courant autogestionnaire sur le rôle de l'Etat dans la période de transition au socialisme ne rend pas plus concret pour autant l'idée libertaire selon laquelle il est possible de détruire l'Etat pour engager cette transition.

Que ceux qui ont besoin de recettes toutes faites ne s'attendent pas à les trouver ici. Les libertaires, contrairement à beaucoup d'autres groupes d'extrême gauche, n'ont pas de recettes à proposer. Une stratégie visant à construire une société sans classes et sans pouvoir ne peut naître que de l'action des masses elles-mêmes, de la réflexion et de l'auto-organisation de tous ceux qui luttent pour une autre société. Le renouveau des luttes sociales en Europe, la prise de conscience croissante de ce que nous prépare le capitalisme, le développement d'un large courant anti-autoritaire, créent les conditions à partir desquelles pourra s'élaborer cette stratégie.

(1) C'est Edmond Maire lui-même, qu'on ne peut pourtant pas soupçonner de radicalisme irresponsable qui déclare devant le congrès des cadres CFDT: « La CFDT représente, face au courant jacobin et autoritaire, le courant anarcho-syndicaliste, le socialisme libertaire. » (septembre 1972).

(2) Il faudrait aussi parler ici de l'ultra gauche qui résoud radicalement le problème en se réfugiant derrière un déterminisme historique absolu. Le capitalisme conduit nécessairement au communisme radieux, malgré les tripatouillages de tous ceux qui se mêlent de vouloir faire quelque chose; il suffit d'attendre patiemment, en feuilletant les ouvrages de Marx pour se tenir compagnie.

(3) Cette sous-estimation par le mouvement libertaire espagnol du caractère objectif des rapports politiques, de leur complexité et surtout de leur résistance doit être appréciée comme un fait dont il faut tirer toutes les conséquences possibles; elle ne prouve en rien la «faiblesse théorique» de l'anarchisme par rapport aux autres idéologies de gauche, en particulier le marxisme-léninisme. Si on examine la stratégie politique de la troisième internationale par exemple pendant la même période, on constate une «myopie» (à l'exception de Gramsci) tout aussi grande, et beaucoup plus étonnante dans le cadre d'organisations prétendant, non pas détruire les rapports d'oppression, mais les utiliser à leur profit.

(4) Touraine se rend très bien compte du problème, cependant à la question «Comment combiner gestion de gauche et opposition de gauche?» il commence d'abord par écarter d'un revers de main la solution anarchiste, «La solution suppose d'abord la fin de la soumission de la nation à l'Etat. Non pas la destruction de l'Etat, ce qui serait un mot d'ordre bien creux, mais le renoncement à l'image pyramidale et centralisatrice de la société». A un mot d'ordre «bien creux» Touraine oppose un renoncement (à une image!) bien vague. Mais en tatonnant le sociologue retrouve, sans le savoir apparemment l'analyse anarchiste: «Pour

quoi le pouvoir d'Etat serait il un pouvoir territorial, je veux dire un appareil organisant de haut en bas toute la vie sociale dans tous ses aspects? L'Etat français s'est depuis longtemps conçu ainsi: Comme Etat administratif. La démocratie dans le socialisme n'est possible QUE SI ON DETRUIT CET ETAT. Je n'entre pas ici dans un débat sur les régions et les nationalités. Je rappelle seulement le thème aussi vieux que celui de l'Etat centralisateur, des libertés communales, ou, si on préfère, de la liberté communarde» (page 41 - 42)

question syndicale

Il faut que le débat s'engage sur l'important problème de l'appartenance syndicale des travailleurs se réclamant de la pensée anarchiste.

C'est une question qui a toujours suscité de vives contre-verse, trop peu souvent constructives, hélas, entre les partisans (dont je suis) de l'adhésion des libertaires aux centrales ouvrières réformistes (CGT, CFDT, CGT-FO; FEN pour les enseignants) et d'autres camarades qui, au contraire, souhaitent un regroupement des militants anárcho-syndicalistes dans une organisation de type et de structures plus spécifiquement libertaires, comme l'était et le reste la CNT espagnole.

Pour ma part j'ai opté depuis pas mal d'années déjà pour la première solution, c'est parce que j'estime qu'il est prioritaire, voire indispensable, de ne pas se séparer des travailleurs et de ne pas diviser davantage le mouvement syndicaliste, si nous voulons que nos idées gagnent du terrain.

Cela ne veut absolument pas dire qu'il faille se faire la moindre illusion sur la nature des organisations syndicales, à l'heure actuelle représentatives en France. Mais n'est il pas également erroné de prétendre que ces organisations ne changeront jamais, ou même qu'elles ne tiennent aucun compte du point de vue de leur base, qui se montre quelque fois remuante, obligeant alors les leaders des confédérations à certaines révisions déchirantes. Croyez vous vraiment que ce soit de gaieté de coeur et sans remords que la CFDT se soit vue contrainte de réagir pour protester contre l'inculpation de quelques uns de ses militants, accusés de vouloir «démoraliser» l'armée. Il est bon de se souvenir de la mauvaise humeur de Séguy à ce propos, et du risque réel de rupture de l'unité d'action inter-confédérale.

Si je répète qu'il est possible pour un anarchiste de militer dans un syndicat réformiste (encore qu'à la CGT, cela pose souvent des problèmes, en raison des liens plus qu'étroits de celle-ci avec le PCF!), c'est que je sais que sans faire de compromis inacceptable, sans rien renier de nos idées, nous pouvons y mener une lutte active et conséquente contre les hiérarchies et les discriminations, prendre une part active aux grèves, tout en mettant en garde nos camarades de travail (et de section syndicale) contre l'autoritarisme qui se cache parfois derrière le beau mot de «socialisme» et ne se traduirait pour eux - et pour nous tous - que par un changement de maîtres et l'instauration d'une dictature «prolétienne». Nous pouvons ainsi, fidèles à l'esprit du Congrès d'Amiens de 1906, oeuvrer efficacement à la renaissance d'un authentique syndicalisme révolutionnaire, capable de mener jusqu'à son terme l'émancipation ouvrière.

Certains sont sans doute tentés de se dire: «Si la base ouvrière syndicalisée s'éveille, devient plus consciente, plus exigeante, si elle admet de moins en moins aisément que le syndicat se contente de jouer le rôle de «courroie de transmission» d'un parti politique de gauche, alors le moment n'est il pas venu de réorganiser la CNT, d'en

faire une organisation dynamique de lutte de classe»

Ces camarades oublient simplement que la France de 1976 n'est pas l'Espagne de 1936. Il serait naïf de vouloir calquer une expérience historique qui fut une des pages les plus glorieuses de notre mouvement, mais qui se situait dans un contexte totalement différent, et à une époque différente également.

Je continue à penser qu'entre tous les anarchistes- et plus précisément entre tous les anárcho-syndicalistes- les points de convergence sont infiniment plus nombreux que les points de divergence, et quel que soit leurs arguments, ils ne doivent surtout pas se laisser entraîner dans des polémiques inamicales, aussi vaines que stériles.

C'est en essayant de nous comprendre, en ne condamnant jamais sans appel, et aussi en nous instruisant dans l'action directe et quotidienne, dans le militantisme syndical dans les entreprises, les bureaux ou les chantiers où nous travaillons, que nous avancerons sur la route qui nous conduira à la révolution SOCIALE, EGALITAIRE et LIBERTAIRE.

Que le débat se poursuive, camarades ! A vous la parole.

CE QU'IL MANQUE AUX TRAVAILLEURS, C'EST LA SCIENGE DE LEUR MALHEUR.

Fernand Pelloutier.

Le texte qui précède a provoqué de nombreuses réticences chez les copains qui font IRL.

Qui se pose actuellement la question de savoir s'il faut adhérer à la CNT ou à un autre syndicat, en dehors du cercle étroit de l'anarchisme historique?

La CNT espagnole en France est une structure de rencontre pour nos camarades espagnols exilés, quand à la CNT française, alors que depuis dix ans des luttes sociales très importantes agitent la France, on n'en a jamais entendu parler.

Le renouveau actuel des idées libertaires est né du renouveau des luttes sociales et si un jour, comme nous l'espérons un mouvement libertaire doit réapparaître comme force sociale ce ne sera sûrement pas à partir des petits groupes et des discussions du passé.

Enfin dernière remarque, qu'on puisse discuter de la nature du syndicalisme dans le capitalisme actuel c'est une chose et une chose importante, qu'on puisse mettre sur le même plan la CFDT et Force Ouvrière ça a quelque chose d'abhérent. FO pratique depuis plus de dix ans une collaboration systématique et explicite avec le patronat et l'Etat, on ne peut pas en dire autant de la CFDT.

la vie chez playtex

OU L'ENVERS D'UNE PUBLICITE

Vous connaissez tous le nom de Playtex, grâce à ses publicités à la télévision vantant ses soutiens gorges, ses gaines etc.....mais savez vous comment ces produits de la société de consommation arrivent jusqu'à vous?

La société Playtex-France a une usine à La Tour du Pin et une à Epinal.

L'entreprise de La Tour du Pin recrute ses employées dans les 20 à 25 kilomètre environnant - le ramassage s'effectue à l'aide de cars - la journée de travail commençant à 7 heures, certaines ouvrières sont obligées de quitter leur domicile vers les 5 h 45 - 6 h.

La direction a adopté le système de la journée continue 7 heures - 16 heures 35, entrecoupée le matin d'une pause de 15 minutes, d'un temps de repas de 35 minutes entre 11 heures 30 et 13 heures suivant les ateliers et les chaines, et dans l'après midi un nouvel arrêt de 10 minutes.

Pour dîner il faut attendre en moyenne 10 minutes pour se servir car le restaurant fonctionne sous forme de self service.

Nous avons le droit d'aller trois fois aux WC dans la journée, mais nous sommes chronométrées et toute absence trop prolongée donne lieu à des remontrances quand ce n'est pas un avertissement, si on a trop discuté. De plus au bout de trois avertissements la sanction consiste à une mise à pied de 3 jours.

L'atelier en lui même ne présente aucune ouverture sur l'extérieur et nous sommes obligées de travailler toute la journée à la lumière des néons et des lampes des machines.

Toute la journée, un fond sonore nous «berce»: Johnny Halliday Claude François, Tino Rossi etc.....Cette «ambiance» nous avait été supprimée auparavant à cause des grèves dans l'usine.

En été la chaleur atteint facilement 30 à 35 degrés et il est fréquent que les filles s'évanouissent ou aient des crises de nerfs vu le rythme de travail.

En effet le principe de base est le rendement: ainsi pour un poste une ouvrière doit coudre 34 paquets de 48 soutiens gorges soit 1632 en 9 heures.

Si on fait plus de 34 paquet on a droit à un bonus pas très élevé mais dès qu'on se rend compte que quelqu'un se débrouille bien sur un poste on le change afin qu'elle ne se fasse pas de bonus. Ainsi il est arrivé qu'on change certaines ouvrières 10 à 15 fois de poste dans la même journée.

Ce qui signifie: perte de temps, se remettre à piquer un nouveau modèle à chaque fois. Mais en réalité on ne change que les personnes qui savent «répondre» aux chefs. En effet, celles qui acceptent tout ce qu'on leur dit, ne réclament jamais sont laissées continuellement à la même place et arrivent ainsi à se faire un bon supplément à leur salaire grâce au bonus.

Les ouvrières sont payées 8f52 de l'heure, ce qui correspond à un salaire de 1400f en moyenne par mois pour 5 jours de travail par semaine. Playtex est une des boites qui paye le moins de toute la région.

C'est pour toutes ces raisons: conditions de travail, horaires, salaires, suppression de cars de ramassage pour certaines ouvrières, que le besoin de créer une section syndicale dans l'entreprise s'est fait ressentir.

Tout ne s'est pas fait sans mal; en effet dès que la direction a su que certaines ouvrières voulaient créer un syndicat, elle a exercé des «chantages» sur ces personnes elle a essayé de les dissuader par certains moyens: changement de poste etc....

Malgré tout, la CGT existe depuis un an et a entre 240 et 250 adhérentes ou adhérents mais il y a des problèmes au niveau du travail syndical.

- création d'un syndicat «indépendant» pour créer une opposition à la CGT au moment des élections des représentants du personnel.

- comparution au tribunal, pour des soi-disantes «diffamations» contre le patron.

La direction applique à la fois:

- le principe de «diviser pour régner»

- l'appât du gain.

Ainsi elle a créé une loterie: si on ne manque pas pendant un mois complet on aura peut être la chance de voir son numéro de fiche de pointage parmi les 5 tirés et qui donnent droit à des cadeaux: coussins, tables basses, appareils photos.

On incite donc, par ce système de récompense, les gens à ne pas être absent à leur poste pendant des mois. C'est un moyen comme un autre d'essayer d'éviter «l'absentéisme» grandissant dans l'usine. En effet les ouvrières sont très souvent absentes vues les conditions de travail.

D'autre part, la maison offre une médaille pour 5 années de présence, ainsi qu'une rose qui vous est gracieusement remise par le chef du personnel.

Le directeur nous gratifie d'une bise et nous dit un discours, puis il prend un repas avec «l'heureuse» ouvrière à la cafeteria qui pour une fois est décorée avec des fleurs, des nappes.

Voici comment Playtex vous fournit ces soutiens gorges gaines que vous pourtez peut être.

Quand vous les achèterez, sachez une dernière petite chose: dès que le médecin qui vous examine sait que vous travaillez chez Playtex il vous offre tout de suite des calmants.

Deux objecteurs de conscience, insoumis à l'ONF passent en procès à Grenoble, au mois de juin :

Dominique Guillet le 10 juin

Alain Gil le 24 juin.

Un rassemblement devant le palais de justice est prévu ces deux jours, place St André à partir de 13 heures 30.

Qu'on se le dise !

LICENCIEMENT A L'ECOLE NOUVELLE

L'école nouvelle est une école privée se donnant pour but, au départ, de pratiquer une pédagogie plus adaptée aux besoins des enfants. Non confessionnelle elle est régie par une Association loi 1901 regroupant les parents. Elle accueille 98 enfants, confiés à cinq institutrices, trois d'entre elles sont payées par l'Académie (dont la directrice) et deux par l'association. La directrice et une institutrice ont le droit de vote.

LES FAITS.

Depuis 1973, une réflexion sur le fonctionnement pédagogique a permis de poser une série de problèmes: partage du pouvoir au sein de l'équipe enseignante-association et progression de la pédagogie etc....

La directrice participe à l'élaboration de ces changements, mais ne maîtrisant plus l'évolution en cours, soutenue par le Conseil d'Administration, elle licencie, le 11 février, les deux institutrices sous contrat. Les quatre enseignantes se mettent en grève, soutenues par une partie des parents (60 contre 80). L'assemblée générale de l'Association vote les licenciements le 9 mars. Les institutrices poursuivant leur lutte, sont alors licenciées pour rupture de contrat avec l'association.

Elles sont donc licenciées pendant la grève pour fait de grève.

Dès le 15 mars, l'école «refonctionne» de nouveau avec des mères de famille qui remplacent les institutrices. Les 18 et 19 mars au matin, sur un appel du syndicat de l'enseignement privé du Rhône CFDT l'accès aux classes est interdite aux parents boycotteurs de la grève.

Mais lorsque le 5 avril les 4 institutrices veulent reprendre le travail l'entrée de l'école leur est interdite physiquement. Le jeudi 15 avril, le syndicat SEPR-CFDT interdit à son tour l'entrée de l'école aux remplaçantes n'autorisant que l'entrée de la directrice, des 4 instits et des enfants. Cette action est renouvelée tous les samedis mais à partir de début mai, à deux reprises, les «forces de l'ordre» interviennent et les enfants doivent entrer dans l'école entre une haie de flics.

A la suite de cette intervention les licenciées renoncent à leur action.

Le procès intenté par les licenciées à l'Association a eu lieu le jeudi 20 mai devant le tribunal de première instance, le jugement devait être rendu quinze jours après.

QUI SONT LES LICENCIÉS.

L'école est aux mains de technocrates argentés affichant parfois des idées de gauche, qui ont toute facilité pour freiner une évolution qu'ils ne maîtrisent plus.

Le recrutement social des parents de l'école avait commencé à évoluer: depuis cette année les parents financent l'école en fonction de leurs revenus (40 à 500 F par mois et par enfant au lieu de 160 F pour tout le monde). La mise en place de ce barème n'a pu avoir lieu qu'après une rude bataille. Pendant plusieurs mois les 4 institutrices, soutenues par des parents, se sont battues pour un changement au sein de l'école.

EN MARGE.

Parmi les parents, et comme tel membre de l'Association on trouve le président de l'UD CFDT du Rhône, qui a pris position pour que les institutrices ne soient pas membres de droit du Conseil d'Administration, et qui a approuvé leur licenciement.

La section Ecole Nouvelle du syndicat de l'enseignement privé du Rhône CFDT a envoyé une lettre à l'UD, diffusée aux conseillers et responsables de syndicats sous le titre « Le président de l'UD CFDT, un patron qui licencie ».

La circulaire réponse du bureau de l'UD ne manque pas de sel et est assez révélatrice d'une pratique bureaucratique quelque peu contradictoire avec les déclarations de principe. On peut y lire notamment:

«Il est inadmissible qu'une équipe syndicale.....puisse, utilisant le fichier UD adresser un courrier à l'ensemble des équipes UD sans l'accord des responsables de l'Union Départementale. On ne tolérerait pas, et à juste titre, que l'UD use de même à l'égard d'un syndicat ou d'une UIB. Il en va là du fonctionnement démocratique de la collectivité que représente la CFDT dans le Rhône.

La lettre met en cause un responsable politique de l'UD du Rhône, en l'occurrence son président, dont elle demande implicitement le limogeage ou la démission. Le bureau ne peut accepter qu'une telle attaque de la part d'une équipe de l'UD ait pu s'effectuer publiquement sans qu'une confrontation ait lieu au préalable entre les responsables de cette équipe et les responsables UD. Le président comme n'importe quel responsable de l'UD permanent, membre du bureau, membre du conseil est élu de façon stauttaire par les représentants de toute la CFDT du Rhône. Sa mise en cause est possible, mais elle ne peut s'effectuer de façon démocratique que par une instance démocratiquement mise en place de la CFDT du Rhône, conseil, comité départemental ou congrès. Court-circuiter ces instances est une faute contre la vie démocratique de l'UD».

QUELQUES QUESTIONS.

Il s'agit ici de mettre au clair quelques éléments d'analyse du conflit En quoi est il exemplaire?

- a) la loi 1901 et la garantie de l'emploi.
- b) la politique de participation dans les associations.
- c) la proximité du débat politique.

Les travailleurs des associations régies par la loi 1901 sont soumis au conseil d'administration. Celui ci est l'employeur qui a droit de contrôle sur le travail de l'employé. C'est ainsi que plusieurs directeurs de MJC ont été licenciés ces derniers mois (Caen, Nantes...) Cette politique est garantie par les statuts. Il n'y a pas de loi réglementant les pouvoirs du CA sur les travailleurs: «plus content d'un tel et le voilà dehors...»

Lorsqu'il y a divergence de vue sur l'orientation du travail le CA use de son arbitraire. Ainsi à l'Ecole Nouvelle, les institutrices élaboraient une structure scolaire nouvelle, elles ont tenté d'instaurer un partage du pouvoir au sein de l'équipe enseignante, le CA a répondu par deux licenciements dans un premier temps.

Bien sûr le travailleur peut ne pas être d'accord avec ces décisions. Une assemblée générale peut être convoquée si toutefois elle est demandée par un tiers de membres de l'association. Si l'AG vote le licenciement il ne reste plus au travailleurs qu'à se soumettre....S'il ose dire qu'il

n'est pas d'accord avec cette décision et pour cela refuse de travailler (partout ailleurs cela s'appelle se mettre en grève) alors il devient démissionnaire de l'association puisqu'il ne respecte pas la décision de l'AG. Ainsi, il n'a plus aucun droit (ailleurs cela s'appelle ne pas avoir le droit de grève).

Il est évident que cette procédure devient manifeste lorsqu'il s'agit de licenciement mais imaginons (et cela n'est pas trop difficile) que les divergences soient pédagogiques ou thérapeutiques... quelle possibilité alors les travailleurs ont-ils de manifester leurs désaccords? Rappelons que le CA composé la plupart du temps par des notables peut statuer sur la pratique d'éducateurs, d'instits d'animateurs... ce fonctionnement démocratique amène à des situations où le droit de parole est retiré.

Un courant aujourd'hui tend à la participation aux diverses instances des associations (centres sociaux, centres de rééducation en tous genres) Cette politique se trouve mise en avant par les partis de gauche traditionnels et aussi par la CFDT. Que faut-il penser de cette position à la lumière du conflit de l'école nouvelle?

Pour avoir cru que la participation aux instances de l'association faciliterait le changement, les instits soutenues par quelques parents se sont trouvées affrontées à des personnes avec qui elles avaient jusque là joué la carte de la conciliation. En effet la participation au CA, aux diverses commissions ont été des points acquis. Qu'en résultait-il? Une amertume encore plus grande au sortir des réunions tant le chemin à parcourir était grand! Il s'agissait simplement de faire devenir en gros, autogestionnaires des défenseurs du pouvoir.....

L'association c'est comme une grande famille où chacun connaît tout le monde et où les choses sont simples: il suffit d'en parler. Ah! la belle illusion.

Cette illusion a bien failli marcher en ce qui concerne la direction de l'établissement. En effet, la directrice participait aux divers travaux de recherche de l'équipe des institutrices (pédagogie, institution...) Elle jouait la carte du socialisme bien compris et intelligent: «à chacun selon ses compétences et ses responsabilités, moi, je suis directrice et tiens bien à le rester; cependant il est tout à fait possible d'envisager une participation plus grande aux diverses instances de décision» et c'est ainsi qu'il a bien failli être possible de réaliser le collectif d'enfants, l'ouverture de l'école (entendez que les fils de prolos y soient aussi...) le décloisonnement des classes, le droit de regard de l'équipe sur le fonctionnement pédagogique chaque instit, la direction administrative tournante... et oui ça a bien failli. Au lieu de cette presque autogestion: deux licenciements pour incompétence...

Il y a quelque chose de pourri au beau pays de la participation. Qu'est-ce donc? La réponse à cette question nous amène tout droit à une autre: Les associations loi 1901 seraient-elles à l'abri de la lutte des classes?

LA PROXIMITE DU CHAMPS POLITIQUE.

Lors des débats qui ont eu lieu à propos de l'éducation sexuelle, de l'établissement du barème de scolarisation en fonction du coefficient familial, à l'école nouvelle, il était sensible que des intérêts divergents étaient Les bien-intentionnés, les partisans d'une neutralité, de la «protection» des enfants face à la sexualité, à la politique et à l'argent, les forts en discours verbeux se sont bien retrouvés pour lutter contre le barème. C'était là un premier indice clair de la disparité des intérêts et de leurs divergences.

Lors du conflit, les camps se sont bien délimités. Avec la directrice-socialisme-bon teint se sont retrouvés les parents qui avaient jusqu'alors combattu toutes les initiatives qu'ils n'avaient pas prises. On est tenté de penser qu'il s'agit de représentants de l'ordre type réactionnaire? Que non!

De technocrates argentés (médecins...) à des responsables syndicalistes beaucoup se réclament d'un certain socialisme mitterrandiste. Ils étaient bien pour une participation mais dans les limites du contrôle qu'ils pouvaient exercer. Pas d'aventurisme pédagogique ou idéologique. «Notre école doit rester propre. Dehors ces femmes qui osent se battre, se défendre contre l'employeur et qui en plus ont des idées politiques, dehors...» N'a-t-on pas entendu qu'elles se comportaient comme des employés d'une «vulgaire» entreprise... C'est du mépris où je ne m'y connais pas!

Ce conflit a mis en évidence qu'au sein du courant socialiste tout n'est pas du même panier et que certains défendaient l'ordre et le respect des responsables au pouvoir. Malgré ces éléments apportés il ne peut y avoir de quoi conclure ici: cela doit faire l'objet de débats. Notons seulement que l'illusion d'un certain changement existe aussi dans le secteur social et que les employés des associations loi 1901 doivent être vigilants, que la normalisation du secteur peut poser des problèmes du type de l'école nouvelle, dans le cadre de la mise en application de la loi sociale.

RHONE POULENC

(suite)

Nous avons déjà parlé de Rhône Poulenc dans le dernier numéro. La situation dans ce trust n'est pas aussi noire que nous le pensions. Face à l'innéficacité des syndicats, des petits groupes de travailleurs, syndiqués ou non, essaient de réagir et de coordonner leurs efforts. Des camarades de la boîte de Roanne qui avaient rédigé un dossier sur la situation à Rhône Poulenc ont pu grâce à lui contacter une douzaine de boîtes du trust. Au moment où ces lignes sont écrites une rencontre est prévue les 5, 6 et 7 juin, qui n'est pas seulement ouverte aux ouvriers de Rhône Poulenc. Un premier texte de réflexion préparant cette rencontre circule déjà, nous le

Si vous souhaitez participer à la manifestation organisée par le comité d'entreprise de Rhône Poulenc le dimanche 10 juin à 14h, rendez-vous à la boîte de Roanne. Si des lecteurs du journal en connaissent qui soient intéressés par de telles rencontres, ils peuvent les mettre en rapport avec Claudy Dumas «le bois» Villefontaine 42370 Renaison, qui leur donnera toutes les précisions utiles.

RHONE POULENC.

Lors du dernier comité central d'entreprise de Rhône Poulenc textile des mesures restrictives ont été annoncées par la direction générale pour, d'après elle, faire face aux problèmes conjoncturels et structurels: la suppression d'emplois, mutations, chômage, fermeture d'ateliers ou d'usines, travail à mi-temps pour certaines catégories de femmes. Les travailleurs se posent de nombreuses questions: comment interpréter ces informations? Est-ce grave, va-t-on perdre son emploi, l'usine va

t-elle fermer? C'est la valse des questions sans réponses précises. Essayons d'y voir plus clair, quelle est la politique de Rhône-Poulenc?

1) Le poids des fibres chimiques représentait 28% des ventes de R.P. à la fin de 1974 (situation voisine de celle d'Akzo, société aussi en difficulté) contre 6,7% à Bayer et BASF, 11% à Hoescht; c'est un secteur cyclique et gros employeur de main d'oeuvre, qui a vu ses ventes baisser d'environ 25% en volume en Europe au cours du premier semestre 1975. Objectif probable de RP: ramener les fibres textiles entre 6 et 11%, ce qui a pour conséquences les mesures restrictives annoncées avec tous les problèmes que cela pose aux travailleurs et à leur famille; mais cela a-t-il beaucoup d'importance pour ceux qui possèdent les moyens de production à R.P.?

2) Grace aux luttes des travailleurs, le maintien de l'emploi constitue en France une contrainte pour le patronat (quoique très limitée) plus réelle qu'en Allemagne fédérale par exemple, où les licenciements des travailleurs étrangers ont été très importants dans la chimie depuis le début de l'année 75. La même opération serait plus difficile en France car la solidarité entre français et immigrés est une réalité à RPT.

Aux USA, une entreprise comme RP compterait sans doute 10 à 15% de personnel en moins, c'est sûrement ce qui fait dire au C.C.E., à M. Mollard, «que sur le plan structurel, c'est à dire frais généraux-société, et frais généraux-usine, personnel hors production, le niveau des effectifs est excessif.»

L'objectif de RP est clair, avoir des structures aussi concurrentielles que les USA et pour cela, il faut diminuer les effectifs.

A l'occasion du dernier comité d'entreprise à RPT Roanne, un cadre avait envie de protester contre l'annonce faite par le directeur que des techniciens ou des agents de maîtrise pourrait être remis à la production à un poste ouvrier (en conservant leur statut). Avant de lui donner la parole le directeur demandait à la hiérarchie de consacrer ses activités en priorité aux études en cours pour atteindre rapidement la suppression de 15 à 20 postes. A la suite de cette déclaration, il n'avait plus rien à dire. Les cadres devraient réfléchir à leur fonction nécessaire dans le système d'oppression et d'exploitation des travailleurs, qui ne pourrait exister sans eux.

3) Seul remède utilisable face à la chute de la demande et compte tenu du rapport de force avec les travailleurs, le chômage, selon des modalités variant en fonction de la situation des branches et des unités, horaires réduit à 36 heures et parfois à 32 heures ou arrêt de la production pendant un certain temps. Selon une estimation faite à RP la mise en chômage au quatrième trimestre de la majorité du personnel amputerait de 60 millions seulement une masse salariale évaluée à 5 milliard de francs.

Si cette société n'est pas capable de répartir équitablement le travail peu importe, ce que nous devons exiger avant toute chose, c'est le droit à la vie par la reconnaissance d'un statut social qui fera du chômeur un citoyen à part entière. Car le chômage, c'est une double faillite

SYLVIE PORTE: PROCES LE 15 JUIN A TOULOUSE.

Parce qu'elle était l'amie d'un des deux anarchistes morts sur le campus de Rangeuil, Sylvie Porte est détenue à la prison St Michel de Toulouse depuis plusieurs mois. A vrai dire rien ne justifie son incarcération; le juge est entièrement manipulé par Ponia qui tenait à avoir un otage dans cette affaire..... Soyons nombreux à la soutenir.

de notre civilisation - celle d'un système incapable d'absorber toute la main d'oeuvre disponible (après avoir soigneusement organisé l'exode des campagnes vers les métropoles) et celle d'un système d'éducation incapable de former autre chose que des chômeurs en sursis..

4) En considérant le ratio du chiffre d'affaire par personne employée, RP se situe en mauvaise position dans la chimie mondiale. Pour le groupe français, il était de 35 000 dollars en 1974, à comparer aux 42 000 dollars de Hoechst, aux 50 000 dollars de Dupont de Nemours et aux 68 000 dollars de BASSF; Rhône-Poulenc prend des mesures pour rétablir la situation.

5) L'outil industriel de RP demeure en dépit des investissements effectués depuis 1970 infiniment plus dispersé et plus ancien que celui des groupes allemands. Le coût de l'endettement à court terme et à long terme est plus élevé chez RP que pour les groupes allemands.

Voici brièvement résumée la situation à RP qui doit permettre de comprendre les mesures annoncées: pour tenir sa place dans le marché mondial on ne fait pas de sentiments, on prend les mesures nécessaires quelles qu'en soient les conséquences pour les travailleurs.

LA RIPOSTE DES ORGANISATIONS CONTRE LES EFFETS ET NON LES CAUSES.

« Il faut organiser la riposte. Les patrons peuvent payer. Garantie de l'emploi sur place, garantie du pouvoir d'achat. Nationalisation, autogestion. Semaine d'action dans le groupe. Une seule solution le Programme Commun etc.....»

En bref la gauche est capable de mieux gérer l'oppression et l'exploitation des travailleurs que les patrons, sans remettre fondamentalement en cause les bases de ce système économique pourtant contesté de plus en plus par ceux là mêmes qui fournissent leur force de travail, c'est à dire les travailleurs, qui par leur travail productif ont permis l'extension de RP en un des géants de la chimie mondiale.

Le programme commun de gouvernement apporte-t-il une réponse aux préoccupations des travailleurs, à la question essentielle, PRODUIRE QUOI, COMBIEN, POURQUOI, COMMENT, OU? Aucune réponse, il garde les mêmes modèles de production marchande et de consommation de la société salariale actuelle (d'ailleurs la CGT n'a-t-elle pas supprimé les références à une lutte anti-salariale de ses statuts?)

A la base du socialisme «Il y a», dit Marchais, «Les nationalisations», forme moderne de la concentration; nationalisations présentées comme étatisation, comme gestion centralisée de l'économie. Et quand on précise que ces entreprises (DONT RP) seront démocratisées, c'est pour nous dire en fait que les appareils syndicaux y auront un pouvoir accru (les dirigeants syndicaux, pas les travailleurs) l'EDF ou la SNCF comme modèle de socialisme, qui en veut?

Par transition vers le socialisme, le programme commun entend promouvoir une augmentation de la productivité, une économie compétitive s'insérant étroitement dans l'économie de marché internationale, c'est à dire le processus mondial d'exploitation et d'oppression du travail salarié, en développant l'accumulation du capital public toujours fondé sur l'exploitation et l'oppression du travail salarié.

On ne peut que constater que les partis de gauche sont de plus en plus intégrés par l'idéologie bourgeoise, et le socialisme préconisé par eux n'est rien d'autre qu'un capitalisme d'Etat. Car lorsque la forme de l'Etat, totalitaire, est conservée, il est même vraisemblable que l'oppression des travailleurs sera d'autant plus dure que l'économie sera dite socialisée. On peut même réfléchir si ces formes de socialisation de l'Etat ne sont pas, par rap-

port au libéralisme, qu'une régression.

MAIS ALORS POURQUOI LES TRAVAILLEURS NE SE REVOLTENT-ILS PAS, NE PRENNENT-ILS PAS LEUR DESTIN EN MAINS?

Comment expliquer que la classe ouvrière accepte depuis si longtemps le règne de la bourgeoisie, ou qu'un tel règne n'ait été renversé que pour donner naissance à des institutions de type capitaliste d'Etat où les relations hiérarchiques sont fondamentalement les mêmes (culte du chef, abandon de toute autorité en faveur d'un parti d'élites, adoration de la vérité révélée dans les textes sacrés ou dans les édits du comité central). Si à l'est comme à l'ouest, des millions de gens ne voient pas les implications de leur exploitation, s'ils ne s'aperçoivent pas de leur sous-développement intellectuel et personnel, s'ils ne se rendent pas compte du caractère intrinsèquement répressif de tout ce qu'ils considèrent comme rationnel, bon sens, évident ou naturel (la hiérarchie, l'inégalité et l'éthique puritaine par exemple); s'ils ont peur de prendre une initiative ou de toute activité personnelle, peur de penser des idées nouvelles et de marcher sur des chemins nouveaux et s'ils sont toujours prêts à suivre tel ou tel chef qui leur promet la lune, ou tel parti qui se propose de changer le monde en leur nom, c'est parce qu'il y a des facteurs très importants qui conditionnent leur comportement dès leur très jeune âge et les inhibent à tel point qu'ils sont incapables d'accéder à une autre forme de conscience.

Le comportement irrationnel d'individus, groupes, ou larges fractions de la population saute aux yeux comme un fait peu réjouissant voire effrayant mais indiscutable.

Entre 1914 et 1918 des millions d'ouvriers se sont massacrés les uns les autres dans la guerre. Ils sont morts pour des buts qui n'étaient pas les leurs, en défendant les intérêts de leurs dirigeants respectifs. Ceux qui n'avaient rien, ont rallié leur drapeau respectif et se sont entretenus au nom de leur patrie, du roi ou de l'empereur; 20 ans plus tard cela a recommencé à une échelle plus vaste encore.

Au début des années trente, l'Allemagne fut atteinte d'une crise économique. Des centaines de milliers de chômeurs avaient faim, la société bourgeoise révéla alors sa complète incapacité même à pourvoir aux besoins matériels élémentaires des hommes; les conditions étaient propices à un changement radical. Pourtant à ce point crucial, des milliers d'hommes et de femmes (comprenant une grande partie de la classe ouvrière allemande) préférèrent suivre les exhortations nationalistes et contradictoires (anti-capitalistes et anticommunistes) d'un démagogue réactionnaire qui prêchait un mélange de haine raciale, de puritanisme et d'aberration ethnologique, plutôt que de s'embarquer sur la route inconnue de la révolution sociale. Les votes recueillis par les candidats nazis à la fin de la république de Weimar passèrent de 800 000 en mai à 6.500 000 en septembre 1930.

Comment se fait-il qu'actuellement, compte tenu du chômage, des bas salaires pour certains, des cadences de travail, de la nature du travail, des relations hiérarchiques, des conditions de vie, les travailleurs restent pratiquement passifs?

Comment se fait-il que l'ensemble des travailleurs ne remettent pas en cause la masse des travaux socialement

inutiles, gardant les mêmes modèles de production, d'échange, de consommation qui en sont la conséquence. Alors qu'il n'est pas utopique, et c'est même responsable, d'estimer que trois heures de travail socialement utiles destinées à produire des biens matériels correspondant à des besoins définis collectivement, hors de toute nécessité d'exploitation ou d'oppression du travail salarié, et répartis également pour tous, suffiraient amplement de nos jours!

POURQUOI LA GAUCHE N'A-T-ELLE PAS DE PERSPECTIVES DE RUPTURE AVEC LE SYSTEME?

Des motifs largement inconscients influencent même les idées des révolutionnaires et le style d'organisation dans laquelle ils choisissent d'être actifs. A première vue, il pourrait sembler paradoxal que ceux qui aspirent à une société créatrice et non aliénée, basée sur la liberté et l'égalité, ne rompent avec les conceptions bourgeoises... que pour épouser les idées hiérarchiques, dogmatiques, manipulatoires et puritaines du léninisme. Il pourrait sembler étrange que leur refus des comportements irrationnels et arbitraires imposés par la société bourgeoise, ainsi que l'obéissance aveugle de l'autorité, doivent prendre la forme d'une autre aliénation, suivre la ligne tortueuse d'un «parti d'avant garde». Il pourrait paraître étrange que ceux qui pressent les gens à penser par eux-mêmes et à résister au lavage de cerveaux des mass médias soient soudain angoissés lorsque de nouvelles idées paraissent dans leurs propres rangs.

Il nous faut réfléchir comment la société moderne manipule les personnes et les force à accepter leur condition de vie.

Réfléchir comment on impose une culture de classe autoritaire et hiérarchisée, la famille étant le lieu de reproduction de cette idéologie dominante et la répression sexuelle un facteur déterminant dans le conditionnement social; d'où la production en masse d'individus qui ont peur de marcher tout seuls ou de penser par eux-mêmes.

Réfléchissons à ce qu'est l'électeur ouvrier moyen (qu'il vote UDR, RI ou Union de la gauche). Il est probablement défenseur de la hiérarchie, xénophobe, plein de préjugés raciaux, pour la peine capitale, pour la loi, l'ordre.....consommateur de sexualité déformée qui remplit les pages des revues pornos.

Aucun parti, visant le pouvoir par des élections ne penserait s'adresser à lui en invoquant - l'égalité des salaires - que les masses décident de produire quoi, combien, pourquoi, comment - ou l'intégration raciale - la réforme pénale - la dissolution de la police - la liberté sexuelle pour les adolescents.....Quiconque proclamerait un tel programme de «transition» non seulement ne gagnerait aucun soutien mais serait considéré par les gens comme un espèce de cinglé; ET POURTANT CE SONT CES PERSPECTIVES QUI NOUS MOBILISENT. Ces réactions ne sont pas innées mais déterminées socialement (si elles étaient innées il n'y aurait aucune perspective rationnelle socialiste) C'est le résultat d'un long conditionnement dès la plus tendre enfance; et ce conditionnement est transmis par les parents déjà conditionnés, et par toute l'institution de la famille patriarcale. Le résultat est un puissant renforcement et la perpétuation de l'idéologie dominante et la production en masse d'individus - esclaves jusqu'à la moelle des os: des individus qui seront prêts plus tard à accepter l'autorité du professeur, du prêtre, du patron ou du politicien.

En comprenant on pourrait peut être acquérir de nouveaux moyens de vaincre ces obstacles.

Car il y a manque total de corrélation entre les frustrations économiques de la classe ouvrière et son manque de volonté à mettre fin au système qui les engendre.

Lorsque certaines croyances deviennent ancrées dans la pensée des masses (et influencent leur comportement) elles deviennent elles mêmes des faits matériels de l'histoire.

Une société de classes ne peut fonctionner que dans la mesure où ceux qu'elle exploite acceptent leur exploitation. Cela semble si évident qu'il est à peine besoin d'explication. Et pourtant il y a des groupes politiques aujourd'hui, qui soutiennent que les conditions sont mûres pour la révolution et que c'est seulement un manque

de direction appropriée qui empêche les masses révolutionnaires, désirant une transformation totale de leur condition de vie, de faire une telle révolution.

Notre tâche n'est ni de rire ni de pleurer, **MAIS DE COMPRENDRE**. C'est peut être dans cette structure caractéristique collective de masse que l'on trouvera une explication au manque de conscience de classe du prolétariat, à son acceptation de l'ordre établi, au fait qu'il est prêt à revêtir des idées réactionnaires, à sa participation aux guerres impérialistes, à la production capitaliste. C'est aussi dans ce domaine que l'on devrait chercher la cause du dogmatisme, des attitudes religieuses, en politique, du conservatisme et de l'anxiété provoquée par quelque chose de nouveau.

LE COMITE AUTONOME CHOMEURS DE GRENOBLE

POURQUOI S'EST IL CONSTITUE?

Lorsque nous avons décidé, fin septembre 75, de former un comité chômeurs autonome, nous étions un petit noyau de copains déjà sensibilisés à ce problème depuis pas mal de temps: l'un d'entre nous était à la recherche d'un premier emploi, les autres étaient des intérimaires ou des vacataires travaillant à temps partiel et donc dans une situation précaire au niveau de l'emploi.

Nos fréquents pointage à l'ANPE locale nous avaient fait constater à la fois un manque total de communication entre les chômeurs eux-mêmes ainsi qu'une absence totale d'existence de syndicats, partis ou groupes politiques sur ce problème spécifique à Grenoble.

C'est de ce constat sur le terrain que nous sommes partis: se regrouper pour que les chômeurs parlent ensemble de leurs problèmes, et ce, de façon autonome, c'est à dire en créant une structure permettant de développer les actions à la base sans se soumettre à des directions extérieures, et les gens décidant eux-mêmes de la forme et du fond des actions qu'ils allaient mener.

C'est ainsi que le Comité Autonome de Chômeurs, CAC s'est mis à fonctionner selon deux axes:

sur le fond de l'action: Dans le cadre de la société actuelle, l'individu est perçu en tant que travailleur. C'est le travail qui lui permet de s'intégrer dans la société en tant qu'«individu normal» et de ne pas être critiqué ou marginalisé dans sa façon de vivre. Le système dominant, en sacralisant le travail, le représente à l'individu comme le moyen de se réaliser, de donner un sens à sa vie.

N'ayant pas, eux, de travail, les chômeurs sont alors considérés comme des ratés, incapables de trouver un emploi, par là non indispensables. **LA SOCIÉTÉ ACTUELLE NE LES CONSIDÈRE PLUS COMME DES PERSONNES À PART ENTIÈRE.**

Pourtant si, au départ le chômeur a l'impression de tourner en rond et n'a qu'une hâte, retrouver du travail, il a en mains un atout formidable, irrécupérable, **IL A LE TEMPS.** Le temps de réfléchir sur lui-même et sur le monde qui l'entoure, le temps de redécouvrir les autres dont le travail l'avait séparé, de voir que le travail en fait lui vole **LA VIE**. Et c'est à partir de là que nous avons abordé la forme de l'action.

sur la forme de l'action: D'un côté, des thèmes purement revendicatifs permettant d'assurer la survie des chômeurs. En effet, d'après les chiffres fournis par le directeur de l'ANPE lui-même, il y avait au 15/11/75, 8 600 demandeurs d'emploi recensés sur Grenoble dont

12% seulement touchait les 90% et plus de la moitié ne touchait rien.

Nous demandions donc: obtention d'un local pour se réunir; gratuité des transports en commun; gratuité des petites annonces pour la recherche d'emplois; exonération totale ou partielle, en fonction des revenus, des impôts locaux et nationaux, loyers, eau, gaz, électricité, etc...

De l'autre, on spécifiait bien que si dans le cadre de cette société nous devions travailler, il n'était pas question de tant que chômeurs d'accepter n'importe quel travail.

Il s'agissait donc à la fois de nous assurer le minimum vital mais en même temps de prendre fermement position par rapport aux emplois éventuellement proposés.

Nous refusions la soumission inconditionnelle au monde du travail. Nous n'agissions pas seulement en tant que groupe de pression mais en tant que collectif d'individus qui, partant d'un thème précis, le chômage, en venaient à se poser des questions d'ordre plus général: travailler mais pour quelle production et au profit de qui? Travailler ne sert-il qu'à consommer? Perdre sa vie à la gagner a-t-il un sens?

Ces deux axes ont été explicités et approfondis dans une brochure contenant également en annexe un certain nombre de textes à propos des droits des chômeurs.

Nous l'avons alors diffusé et discuté avec les chômeurs de l'ANPE. Les contacts ont été rapides et au bout de deux mois d'octobre nous nous sommes retrouvés à une trentaine décidés à agir et d'accord sur le contenu de la brochure.

LES ACTIONS PROPREMENT DITES.

Le 6 novembre, nous participons à la mairie de Grenoble à une table ronde sur le chômage. Présents: deux représentants PS de la mairie, un représentant de chaque syndicat CGT, CFDT, CGC, FO, CFTC et le CAC. Malgré l'hostilité déclarée des syndicats qui nous trouvent «non représentatifs» et «diviseurs de l'unité des travailleurs», la mairie passe outre car nous avons un «programme d'action» (sic!), ce que n'ont pas les syndicats.....

La mairie est en principe d'accord sur les points suivants: mise à notre disposition une fois par semaine d'une salle municipale; réduction de tarifs EDF/GDF (ici, régie municipale), gratuité des transports en commun, tickets à tarif réduit dans les restaurants municipaux et autres installations municipales; réduction pour les impôts locaux. On se reverra lorsque les modalités auront été fixées.

PETIT DIC

Débats sur le chômage organisés à Grand'Place par CGT et CFDT les 7, 8, 14, et 21 novembre. Parmi une assistance très réduite, le CAC est à chaque fois présent et à la suite de nos interventions le ton monte, notamment avec la CGT. De «chômeurs professionnels» nous devenons des «gens descendus de Paris payés par le gouvernement» et puis carrément «des fascistes». En effet nous osons dire que le travail en usine ou en bureau c'est pas la joie et que les syndicats y'a pas que ça dans la vie. Prié de s'expliquer sur le terme de «fasciste», le représentant CGT préfère quitter la tribune en clamant bien haut qu'il refusera de participer à tout débat où nous serions partie prenante....La démocratie avancée est en marche!

Le 12 novembre, occupation de l'ANPE sur les thèmes pré-cités - fond et forme de l'action plus solidarité avec les luttes des travailleurs et dénonciation de l'ANPE au services des flics et des patrons. Appelée par le directeur, la police nous expulse au bout de deux heures d'occupation. Sept d'entre nous, plus deux chômeurs solidaires sur place, sont embarqués au poste et relâchés après une simple vérification d'identité.

Le lendemain, article dans le «Daubé» (Dauphiné Libéré) relativement correct sur le pourquoi de l'occupation. Egalement prise de position de la CFDT: la section de l'ANPE soutient nos revendications sans réserves, l'UD également mais nous appelle à rejoindre ses rangs!

Fin novembre/décembre, présence sur l'ANPE plus rendez-vous et pressions sur les diverses administrations afin de faire avancer les revendications: Prefecture, Mairie, ANPE, ASSEDIC, BAS, DASS, SECU. Partout, nous rencontrons des gens ouverts qui nous comprennent, sont d'accord même mais ne peuvent rien faire car ils ne sont pas «responsables». Chacun se retranche derrière la hiérarchie pour justifier sa passivité! A l'échelon local rien n'est possible, que des vœux pieux, tout se décide à Paris.

Tous ces gens, au lieu d'être des relais entre le sommet et la base sont en fait autant d'écrans qui, en décourageant toute initiative, ne font que renforcer la mentalités d'assistés des gens.

Le 26 novembre, nous obtenons effectivement la réduction partielle des impôts locaux jusqu'à 40% (certains d'entre nous ont refusé de payer tout impôt) et le 20 décembre la gratuité des transports en commun est acquise/ mais il faudra attendre le 20 janvier pour qu'elle soit effective!

Le 8 janvier 76 nous occupons le bureau du directeur de l'EDF/GDF, un chômeur étant menacé de coupure d'électricité. Le directeur nous promet que ce chômeur ne sera pas inquiété mais qu'il ne pourra pas toujours en être de même. Il faut bien que la règle soit rentable! A la suite de cette action, la mairie se décide à accélérer la procédure pour la mise en pratique effective de certaines réalisations: réduction de tarif EDF/GDF, gratuité partielle ou totale des loyers HLM, eau et charges, mise en place avec le BAS d'un fonds d'allocations spéciales.

Janvier février, nous courrons donc de droite à gauche et le risque de nous transformer à notre tour en «assistante sociale» apparaît. Heureusement les discussions à l'intérieur du CAC sont vives et chacun peut prendre la parole pour exprimer son point de vue. Sans être parfait on peut dire que, malgré des tendances au départ, «grandes gueules» et «timides», chacun participe réellement à la vie du comité et les liens affinitaires se renforcent. Par contre, les quelques militants «venus recruter» se sont lassés, notamment PCR/ml et Revolution, et le groupe

devient plus homogène. Certains sont partis, d'autres arrivent.

Nous tournons toujours autour de 20/30 personnes, principalement âgés de 20 à 30 ans, ouvriers en majorité, les autres étant principalement soit à la recherche d'un premier emploi soit travaillant avec des contrats à durée limitée (vacataires, saisonniers, interim). Il y a quelques couples, et plus de mecs que de nanas.

A travers les communiqués dans la presse et les informations sur le chômage (notamment «Libé», «gueule ouverte» '«Officiel du chômage») nous avons des contacts épistolaires avec d'autres comités chômeurs (comité autonome de Nancy, comité FOL d'Aurillac, Comité CFDT de Tours) et des groupes intéressés par la gratuité (GRATPP, Groupe de résistance active aux transports publics payants à Paris), mais malgré de nombreuses tentatives, une certaine coordination entre les divers comités ne peut se faire (pour des raisons de forme et de fond) et certains d'entre nous commencent à avoir l'impression de tourner un peu en rond.

D'autant que la CGT a lancé sa campagne massive «spécial chômage» avec création accélérée de comité chômeurs CGT, campagne qui doit culminer à Paris le 11 mars avec le grand show Séguy sur le thème «Les jeunes et le chômage». La démagogie le dispute au ridicule. Malgré leur énorme appareil, les effectifs sont squelettiques et lorsque des membres du CAC se pointeront au comité CGT de Grenoble ils se verront refoulés en tant «qu'irresponsables», «chômeurs professionnels», «quand on sera au pouvoir on vous coupera les cheveux et on vous enverra dans des camps de travail».... Bref rien que du très classique. Quand à l'UD CFDT elle est pratiquement inexistante sur le terrain.

Enfin la mairie fait chorus avec la CGT car soi-disant, «nous la dénigrions systématiquement». Les municipales ne sont pas loin.

Quelque peu désespérés par cette suite d'événements mais espérant inconsciemment résoudre nos problèmes dans l'action pour l'action, nous décidons d'occuper les ASSEDIC le 16 mars.

Malgré le succès apparent, occupation à une vingtaine pendant 4 heures, sans intervention des flics grâce au «dialogue» engagé avec le directeur et le personnel, arrivée d'une vingtaine d'étudiants en grève venus en solidarité et en tant que futurs chômeurs, déblocage de fonds en faveur des chômeurs particulièrement démunis, soutien du personnel sur nos revendications, certains sont mal à l'aise et se posent la question: aller de l'avant ou faire une pause et prendre un peu de recul? Au cours des réunions suivantes, le débat est lancé. Finalement la deuxième proposition l'emporte et le CAC, début avril, est provisoirement dissous.

POURQUOI S'EST-IL PROVISOIREMENT DISSOUS?

De l'action pour de l'action, ou se réunir pour se réunir ça n'allait plus. Le CAC s'est donc dissous de lui-même. Mais cette dissolution ne veut pas dire fin. Au contraire. Seulement il est apparu ceci (et c'est là-dessus que devrait en fait être lancé le débat): un comité autonome, s'il est une structure nécessaire pour permettre à un certain nombre d'individus de se retrouver entre eux pour discuter de leurs propres problèmes et de les prendre en charge eux mêmes, il n'est pas suffisant. Comment, vu le cadre de cette société qui nous parcellise, faire le lien avec d'autres comités, avec d'autres luttes? Pratiquement?

Notre non-réponse pour le moment à cette question explique notre dissolution.



PETIT DICO

de l'INTERIEUR

PETIT, ce n'est qu'un commencement
DICO, c'est une synthèse de l'information accessible à tous
DE L'ENNEMI-INTERIEUR, car l'adversaire intérieur est des nôtres
LYONNAIS, nous vivons ici et maintenant.

Pourquoi commençons nous la publication, sous forme de chronique régulière, d'un Petit Dico? Parce qu'il nous semble que l'ennemi intérieur, et notamment l'ennemi intérieur local, concret, mérite plus qu'un dossier une fois tous les ans. Nous n'avons pas une périodicité très serrée pour le moment, mais c'est une bonne chose de nous intéresser d'une façon plus régulière à ceux qui.....s'intéressent à nous tous les jours. Même si on n'a pas trop de temps pour l'instant à leur consacrer.

Précisons aussi autre chose. Pour nous l'ennemi intérieur, c'est pas seulement les flics plus ou moins brutaux ou véreux, les barbouzes névropathes, c'est aussi les associations pseudo-culturelles, les réseaux spéciaux des grandes boîtes, les comités électoraux etc... bref, tous les endroits où se recrute, se forme, se renseigne et s'organise la répression manifeste. Ne parlons pas de ce qui est répression quotidienne et intégrée, ça ferait trop.

Les chiffres entre parenthèses renvoient aux sources, les noms suivis d'une astérix apparaîtront par ordre alphabétique dans le Petit Dico et ceux suivis de deux astérix seront dans l'index. Une liste des sources et de l'index sera publiée ultérieurement soit dans IRL, soit dans l'édition du Petit Dico sous forme de brochure.

**Union Nationale Inter-universitaire
U.N.I. (18) (6) (104) (105) (120)
Lyon: 6, place des Terreaux 69001**

Récemment le journal «Le Monde» recevait une lettre de la secrétaire générale de l'UNI qui précisait entre autre «il faudrait que les choses soient claires: L'UNI n'est pas et n'a jamais été d'extrême droite».

Perplexité de rigueur au Monde qui répondait: «Y-a-t-il vraiment beaucoup de gens à la droite de l'UNI, même si celle-ci n'est que de droite?».

En effet, la réputation de l'UNI n'est même pas celle d'une organisation de centre droit, certains en parle comme d'un «relai du Service d'Action Civique» le SAC*

Un des candidats de l'UNI pour le renouvellement du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en mars 1976 n'était autre que Jean Foyer** ancien garde des sceaux qui vient de perdre son procès face au syndicat de la Magistrature.

L'UNI ne s'intéresse pas uniquement à l'Action Universitaire**, c'est le titre de son canard mensuel, mais également à la loi sur la contraception qualifiée de «véritable organisation de la débauche des mineures». Et comme le dit si bien l'UNI, «où risquent de tomber la médecine, la famille, la France».....

Ayant plus d'un tour dans son SAC, «L'UNI a également obtenu des résultats au sein de l'armée en plaçant des mouchards parmi les appelés. Les résultats sont centralisés à Paris et adressés à la Sécurité Militaire....»

L'UNI locale n'est pas en reste et s'exprimait il y a peu dans le journal «modéré» l'Echo-liberté* à propos de l'entreprise de démoralisation de l'armée:

«Quand à ceux qui utilisent et orchestrent cette situation pour transformer notre armée en forum politique, leur but est connu, il s'agit de Portugaliser l'armée française afin d'en faire un instrument de la prise du pouvoir».

Notre UNI lyonnaise, après s'être félicitée de la vigoureuse réaction des pouvoirs publics, invite tout un chacun/chacune «à se regrouper autours d'elle pour faire échec à la subversion et défendre les valeurs essentielles sur lesquelles repose notre civilisation.»

Un rendez vous à ne pas manquer, surtout que ce n'est pas loin le 6 de la place des Terreaux...

De là la visite ne fait que commencer car nos guides Jacques Goudet**, Arnaud de Bérail**, Eric Berard**, Louis Sandreviel**, Anne Colcombet**, Philippe Rocle**, Jean Gonin**, François Navaranne**, Regis Faure**, Jean Haudry* etc...participent à d'autres associations de défense de notre civilisation en voie de disparition.

Un exemple le G.R.E.C.E.



**Groupeement de Recherche et d'Etudes pour la
Civilisation Européenne.**

G.R.E.C.E. (11) (48) (46) (63) (71) (105)

Lyon: cercle Galilée 3 Place du Change 69005

«Le GRECE occupe une place à part et privilégiée dans les domaines des idées de l'extrême droite française».

C'est pas nous qui le disons mais une revue de catholiques traditionnalistes (qu'estce que c'est que ça ?) Monde et Vie **

Autre présentation: «Contre le pourrissement intellectuel, l'association GRECE et la Revue Nouvelle

*Ecole** veulent conquérir le pouvoir culturel*» cette fois ci c'est Valeurs Actuelles** qui le dit...
Mais laissons le GRECE se définir lui même comme *«une société de pensée à vocation intellectuelle...»*

Cette vocation consiste essentiellement en la publication de plusieurs revues:

-Etudes et Recherches** organe théorique du GRECE.
-et surtout la luxueuse Nouvelle Ecole**; d'après certains «il n'est plus possible de sortir de manière aussi flagrante un tel tissu d'ignominies hitlériennes».

Comme ils y vont ces gauchistes, rien que de très «naturel» que les thèmes de prédilection de la Nouvelle Ecole: défense de la civilisation européenne, études scientifique sur les races et la biologie, lutte contre la décadence sous toutes ses formes.....c'est dans le cadre de cette lutte que le premier numéro paraîtra en 68....

On peut consulter et/ou piquer ces différentes revues à la maison de la presse place Bellecour, à la librairie Lavanèche rue Victor Hugo, à la librairie Foch place Puvis de Chavannes etc...

Qui participe à ce GRECE? aucun colonel à notre connaissance, mais des honnêtes gens déjà bien connus pour leur penchants à droite, Louis Pauwels** (le bien heureux) Maurice Druon**, Thierry Maulnier des amis de l'Ordre Nouveau** et de l'Occident**, Alain de Benoist**, Dominique Venner**, Roland Gaucher**....

En plus des «honnêtes gens», certaines sociétés pour qui l'argent n'a pas d'odeur, passe ou on passé des contrats de pub avec Nouvelle Ecole. Sans surprise nous trouvons les publications de Raymond Bourguine**, Valeurs actuelles** et Spectacles du Monde**, mais aussi et là c'est un peu fort de moutarde, le Nouvel Observateur qui fera même de la pub pour Nouvelle Ecole plusieurs fois en juin 1970...

Et à Lyon ça vient? Poussez pas au nazillon du restaurant Le Delta** 90 cours Lafayette ou y-a du monde depuis les petites annonces dans Nouvelle Ecole.

Le Parti des Forces...(eh oui) Nouvelles, PFN, y tient des réunions, l'Association des Chefs d'Entreprises Libres*, ACEL, y invite Jean Royer** etc....

Parions que les membres lyonnais du Cercle Galilée** s'y réunissent autour de leur président Pierre Vial** pour discuter des valeurs d'enracinement dans les sociétésindoeuropéennes, nous voulons parler de Jean Yves Pequay**, François Ruph**, Jean Paul Allard**, Jacques Chessel**, Yves Esquieu**, René Nicoles** et Jean Marie Audry** de l'UNI.

Les membres du Cercle se rencontrent quelques fois à l'hotel Tourinter**, cours Charlemagne à Lyon, or dans ce même hôtel le PFN a reçu il y a quelques temps Roland Gaucher** et Maître G. Galvaire** deux fascistes notoires...

Enchaînons (comme dit la grande muette) en relevant que le GRECE s'est trouvé une autre vocation, celle de «promouvoir l'idée de défense...» en créant -fin 1975- un comité de liaison des officiers et sous-officiers de réserve.

Avec un peu de chance, certains officiers du Rhône en font peut être partie.....



Association des Officiers de Réserve de Lyon et du Rhône.

A.O.R.L. (20) (103)

Lyon: Cercle des officiers au Quartier Général Frère, avenue Leclerc 69007; téléphone:69-05-32.

Peu de choses à dire sur les clubs d'anciens combattants si ce n'est qu'ils défendent avec acharnement la «grande famille».

C'est plus suspect de la part d'associations pseudo-culturelles dites apolitiques.

Bref écoutons leur coup de clairon:

«L'armée apparaît à certains comme le dernier bastion à abattre (quand nous en serons là les poulets n'auront plus de dents). Nous devons pour cela la défendre, parler, expliquer, convaincre...»

Ce qui est plus intéressant, bien que pas très inhabituel, c'est de constater que les officiers de réserve se sont, ou ont été, recyclés à des places qui permettent d'arrondir leurs maigres retraites.

Zieutons les fonctions des membres du bureau:

Lieutenant colonel Chazy**, administrateur de sociétés,

Commandant Paul Trémeau**, conseil en gestion.

Capitaine Jean Marin**, agent immobilier,

Lieutenant colonel Dumas** agent commercial,

Commandant Paul Ténart** directeur commercial,

Nombre d'entre nous pourrait continuer la liste de ces militaires «au travail», notamment chez Berliet/Venissieux....

Un dernier coup de canon de...69 pour citer deux personnes qui assitaient à une des dernières réunions des officiers, le représentant du maire de Villeurbanne M. Riehmi et le représentant du maire de Lyon le général Girard (il y a de tout dans ce conseil municipal, on verra ça une prochaine fois....)

NOTRE PROCHAIN DOSSIER: LA POLICE.

Après le dossier sur l'Espagne libertaire, nous pensons continuer cette formule de plusieurs pages centrales d'IRL réservées à un dossier. C'est ainsi que le numéro de septembre/octobre comprendra un dossier sur la police.

Quelques articles déjà prévus:

-Généralités sur l'organisation de la police et ses effectifs,

-La description du dispositif mis en place pour une manif à Lyon,

-Des extraits d'un mémoire de policier consacré au problème de la sécurité à Lyon: Police cauchemar, Cette première partie s'attache à ce qu'on appelle la police «officielle», une deuxième partie s'intéressant à la police «officieuse» ou parallèle, citera des extraits d'un livre important «B...comme l'un sur un problème qui nous intéresse à plus d'un titre: les «provocations» dans les manif, le second sur le noyautage de l'armée par certaines associations proche du pouvoir.

— les anarchistes et la violence —

Les voilà revenus, les anarchistes, tels qu'on ne les voyait plus que dans les livres. Constatez vous-mêmes, braves gens! L'anarchisme, ce n'est pas seulement quelques idées par lesquelles vous pourriez vous laissez tenter, puisqu'elles parlent de votre vie et d'un autrement qui ne serait pas dans l'au delà ou pour les générations futures. Ce ne sont pas seulement ces gens qui disent tout haut ce que vous pensez bien souvent tout bas. Non, ce sont aussi des bandits à mine patibulaire, des terroristes qui vous guettent à chaque coin de rue! Ce sont ces fous qui se tuent avec leur victime, alors que les gens normaux envoient les autres se faire tuer et profitent de l'existence. Ce sont ces maladroits qui sautent avec leurs bombes (ce qui permet de leur prêter toutes les intentions souhaitées par les tenants de l'ordre établi). Méfiez-vous! N'importe quel individu que vous rencontrez est peut-être l'un de ces fous et il est nécessaire d'avoir toujours un flic à portée du regard. Méfiez-vous d'autant plus que cet anarchiste, vous risquez de le rencontrer un jour dans votre miroir!

Et bien oui! Je me réclame de l'anarchie et je ne crois pas au nom de quoi je renierais ceux qui s'en réclament comme moi ont pratiqué ou pratiquent encore le terrorisme, voire la reprise individuelle. De la «bande à Bonnot» à l'affaire de la rue des Tables Claudiennes il y a tout une tradition qui fait partie intégrante du mouvement anarchiste. Au même titre que le système concentrationnaire est lié indissolublement au marxisme-léninisme. Au même titre que le système capitaliste a besoin pour survivre d'exploiter la misère jusqu'à la mort planifiée de ceux qui en sont victimes, de provoquer des massacres appelés guerres.

Mais je demande seulement qu'on mette en balance ces trois modes d'expression de la violence.

Quelle commune mesure peut-il y avoir entre l'expression individuelle d'une violence spontanée et la violence institutionnalisée, légalisée, encouragée?

Alors que la seconde fait partie de la logique des choses existantes et qu'elle peut se permettre de faire autant de victimes qu'elle veut puisque celles-ci servent au renforcement de l'ordre, la première pose toujours question.

L'anarchisme n'est pas un mouvement pur et dur, intemporel, qui vivrait constamment dans un avenir utopique et qui permettrait à ceux qui s'en réclament d'échapper aux désirs et aux pulsions qui sont le lot commun de tous ceux qui vivent aujourd'hui dans une société qui ne leur permet aucune expression.

Le terrorisme se réclame de l'anarchisme ne présente pas, à mon avis, de différence fondamentale avec l'acte direct visant à la reprise individuelle. Dans les deux cas il s'agit de protestations violentes et individuelles. Au contraire des terroristes («politiques») (Palestiniens, armées rouges etc...) les «terroristes» anarchistes n'ont jamais prétendu parler au nom des masses, ni représenter une quelconque avant-garde, mais ils expriment seulement leur révolte, même s'ils pensent parfois que cette expression peut servir de détonateur à l'expression d'autres révoltes. Leur but n'est pas d'intervenir dans le jeu politique pour influencer son déroulement, ils veulent dévoiler ce jeu, le démystifier; ils n'en respectent pas les règles. On peut toujours négocier avec les Palestiniens; ce qu'ils demandent ne modifie pas radicalement le jeu politique; on sait en outre que, sous une forme ou sous une autre, ils accéderont un jour au partage du pouvoir et deviendront des interlocuteurs valables et respectables. Que négocier avec les camarades des GARI, par exemple, qui ne demandent rien mais expriment simplement leur indignation et disent sous cette forme ce qui ne peut l'être autrement. La différence est grande aussi avec la violence d'un groupe comme celui de la bande à Baader (qui ne s'est d'ailleurs jamais réclamé de l'anar-

chisme) ou des différentes armées rouges qui s'affirment en tant qu'avant-gardes révolutionnaires et, bardées de théories et de fusils, prétendent parler au nom du peuple et le guider sur les chemins de la révolution qu'ils connaissent mieux que lui. Le terme même d'armée qu'ils utilisent volontiers montre bien qu'ils se situent sur le terrain même du pouvoir, puisqu'ils utilisent ses armes.

Il est vrai qu'en ce qui concerne la «bande à Baader», ce jugement doit être nuancé, ses membres ayant plus ou moins renoncés à l'aspect militariste qui les caractérisait d'abord. Et puis ils ont forcé le pouvoir à démasquer sa vraie nature et la répression dont ils sont victimes nous rend solidaire d'eux. Il n'en reste pas moins que la structure militaire de ces «armées», les moeurs internes de la plupart d'entre elles nous laissent rêveurs quant à l'avenir qu'elles nous réservent.

L'IDEOLOGIE DE LA VIOLENCE.

Il y a cependant toute une idéologie de la violence qu'il faudrait voir d'un peu plus près. Les politiciens gauchistes et certains anarchistes ont souvent des arguments de pouce: aux-crimes qui me paraissent éminemment suspects et manipulateurs, surtout lorsqu'il est question de la violence des masses qu'on appelle de tous ses vœux et qu'on présente comme salutaire.

Il est possible qu'en tant que réaction spontanée et viscérale, elle soit inévitable. Qui n'a jamais eu droit à la parole, ou voit celle-ci étouffée ou rendue dérisoire, n'a sans doute pas d'autre issue. Le langage est bien souvent l'arme du pouvoir et il n'est pas toujours possible de lui faire exprimer l'indignation et la révolte; cette expression court le risque de devenir une sorte de genre littéraire et d'être digérée par le pouvoir. L'acte, théoriquement, ne court pas ce risque. Il parle de lui-même et sa signification est irréductible à une idéologie.

Théoriquement.....En effet, il ne nous est généralement perceptible qu'à travers la présentation qu'en donnent les mass-médias, c'est à dire le pouvoir. Des exemples comme celui des GARI montrent bien que les copains qui utilisent l'action directe courent constamment le risque que leurs actes soient présentés par la télé, les journaux, de telle sorte que, dénaturés, ils apparaissent à ceux chez qui ils devaient éveiller des échos, sur un mode spectaculaire et irréel. De plus, le pouvoir est à tel point intériorisé que chacun d'entre nous a tendance à interpréter et structurer les informations qu'il reçoit d'une façon préétablie.

Ce qu'il faut bien voir, c'est que la violence est un des fondements principaux du système capitaliste et étatique. Elle nous est imposée à travers toute notre vie. Violence dans le travail, dans les loisirs, dans notre vie privée, organisée, établie de telle sorte qu'il ne puisse y avoir de communication qui échappe à un schéma inscrit d'avance. A chaque coin de rue, présent physiquement ou moralement, un flic est là qui nous empêche d'exprimer notre révolte, notre joie et notre tristesse. Essayez seulement de chanter dans la rue! La violence, c'est d'abord tout ce qui nous pousse, depuis l'école, à passer inaperçus, à nous conformer à la norme. Ceux qui sont parqués dans les zup et ne peuvent échapper à ces cages que pour celles de l'usine, la subissent totalement. Elle est exercée, dès avant leur naissance, à l'encontre de ceux dont le destin est tracé d'avance et qui ne seront jamais autre chose que manoeuvre ou OS, sauf à échapper à ce destin en plongeant dans ce qu'on appelle la folie. Que tous ceux-ci, à qui leur vie est volée dès avant leur naissance, n'aient d'autre issue qu'une autre violence, préalable indispensable à une reprise en mains de leur vie paraît malheureusement évident.

s'oppose fondamentalement à lui et par là, serait bien plus dangereuse; je pense par exemple à la dérision; lancer des cailloux après des flics, de toute façon mieux armés que soi ne fait que renforcer leur pouvoir et le justifier, alors qu'il y aurait peut être des moyens de ridiculiser celui ci ou de le rendre inutilisable.

L'ordre établi est basé sur la violence; il est tellement entré dans nos têtes qu'il n'en sortira pas tout seul. Il est sans doute illusoire d'imaginer que ceux qui en profitent se laisseront déposséder de leur pouvoir sans utiliser la force, à laquelle il faudra bien opposer la violence. Il n'en reste pas moins que tout ce qui va dans le sens de la violence va, en définitive, dans le sens de l'ordre ancien et risque de lui permettre de renaître à travers des événements révolutionnaires. «Le Peuple en Armes» lorsque la question se pose ça ne se discute pas, on est dedans, ou on est de l'autre côté, du côté de la violence première. Lorsque c'est un slogan, comme tous les slogans c'est de la manipulation et l'exercice d'un pouvoir. Moins on aura recours à la violence, plus son utilisation sera éphémère et inorganisée, répondant à une nécessité ponctuelle, moins le pouvoir aura de chance de rétablir son emprise sous une forme ou sous une autre.

Ce qui l'est moins, c'est l'attitude de «militants» qui la prônent comme instrument révolutionnaire. Faire le choix de la violence est l'expression de la révolte d'un individu qui se pose ainsi contre un ordre destructeur. Et il est des circonstances où on n'a pas le choix, c'est cela ou la mort. Mais déclarer la violence nécessaire, pousser les «masses» ou les «travailleurs» à aller se faire casser la gueule s'inscrit au contraire parfaitement dans cet ordre et ne remet nullement en cause le pouvoir qui le fonde. Il me semblerait plus judicieux de tenter de saper celui ci avec une arme qui Ce qui précède était déjà écrit lorsque nous avons appris l'assassinat du PDG du Crédit Lyonnais par Jean Bilski et le suicide de celui ci. A ce sujet, il nous faut prendre clairement position.

Ce geste est évidemment injuste. Un PDG est

IRL ET L'IDEE D'UN JOURNAL REGIONAL.

Au cours de la seconde réunion «régionale» tenue à Lyon le 8 mai une commission a discuté d'IRL et de l'idée de faire un journal régional. Etaient présents des copains de Bourgoin, de Grenoble et de Lyon.

-Sur le principe de transformer IRL en journal régional les gens d'IRL présents à cette réunion ont redit leur accord. Dès le départ IRL s'est voulu le moyen d'expression du courant anti-autoritaire et non la revue d'un groupe lyonnais réuni autour d'une plate-forme politique (même très large, même «synthésiste».)

-Tout le monde par ailleurs étaient d'accord pour constater les avantages de l'élargissement du journal aux autres villes de la région: amélioration du contenu du journal - fréquence de parution plus grande.....

MAIS IL Y A DE NOMBREUSES DIFFICULTES.

1) Le titre: IRL commence à être connu et il n'est sans doute pas souhaitable de recommencer à zéro avec un nouveau titre. La difficulté peut cependant être résolue en modifiant la forme du titre.

2) la fabrication: c'est plus embêtant. Le journal exige un travail militant important (compo, montage etc...) accroître son rythme de parution n'est ce pas accroître le boulot du groupe de Lyon qui a déjà du mal à faire face au rythme actuel? La commission a commencé de voir comment ce problème pourrait être résolu. Il existe par exemple à Grenoble un groupe disposant d'une composition, une partie du journal pourrait être composée dans cette ville; le montage pourrait être réalisé un week end dans une ville différente.

3) La censure: c'est le plus gros problème. Tout le monde était d'accord pour dire qu'un journal prétendant être lu en dehors du cercle étroit des «initiés» exigeait une censure, un choix des articles, de leur présentation, le maintien d'un équilibre dans le style des articles, les su-

remplacé par un autre, qui risque même d'être pire. Il est également dangereux puisqu'il va être le prétexte au lancement d'une campagne hystérique anti-anarchiste et qu'il risque de nuire au travail patient de nombreux militants qui, d'une façon non spectaculaire essaient de changer les choses.

Ceci étant dit, nous sommes évidemment solidaires du geste de Jean Bilski, du désespoir et de la révolte qu'ils traduisent. Entre l'honnête PDG qui, honnêtement, est le complice des meurtres quotidiens perpétrés pas sa banque et par l'Etat, et son assassin, anarchiste, et pourquoi pas, fou, nous n'hésitons pas à dire à qui vont nos sympathies.

Le geste de Jean Bilski entre tellement peu dans les schémas politiques, il pose tellement de questions, il dérange tellement un jeu policé que le pouvoir a lancé sur l'affaire ses psychacals. Reniflant le cadavre ceux ci n'ont pas manqué d'y découvrir des éléments intéressants: une enfance perurbée, une mère rejetante. Rassurez vous, braves gens, vous n'êtes pas Jean Bilski! c'était un déséquilibre.

Si c'est être déséquilibré que de ne pas supporter l'insupportable, nous revendiquons hautement qu'on nous dise tels. Et nous dénions à quiconque le droit de réduire l'acte d'un homme à une explication causale et psychologisante.

De toutes nos forces, nous souhaitons que tous les Jean Bilski trouvent, avec nous, d'autres moyens d'attaquer la pourriture actuelle.

Mais nous refusons à la Fédération Anarchiste le droit d'accorder ou de refuser la qualité d'anarchiste. Agissant ainsi, elle se situe sur le même plan qu'une association de commerçants délivrant un label de qualité, et, dans son souci d'apparaître comme une organisation respectable et sérieuse, se révèle totalement irresponsable.

jets abordes..... qui doit faire ce choix? et comment? Pour le moment c'est bien sûr le groupe de Lyon qui dispose de ce grand pouvoir. Il l'exerce d'ailleurs de façon difficile et sans que les choses soient toujours très claires. Un journal régional multipliera les difficultés. Il supposera une organisation aussi importante que celle de la fabrication. Il supposera surtout que dans les différentes villes les gens s'occupant de ce journal, se connaissent bien, aient des affinités réelles...ça prend du temps.

D'où la conclusion générale de la commission, ne pas se presser pour prendre des décisions formelles, par contre engager dès maintenant une collaboration entre ville, pour la diffusion, pour les articles et pour la fabrication. Pour ce numéro Bourgoin et Grenoble ont passé des articles, les rencontres régionales devraient permettre de poursuivre la discussion et de se connaître mieux. Pendant cette période de «transition» les gens de Lyon se garderont - pour eux tous seuls - les délices de l'exercice du pouvoir de censure... attendant de les partager avec d'autres.

Les copains d'IRL présents à la commission ont signalé qu'ils ne pouvaient pas parler au nom des copains absents et que la réunion suivante du journal discuterait de ce qui s'était dit dans la commission.

A cette réunion plusieurs personnes ont insisté sur les difficultés de la mise en place d'un journal régional, le journal tel qu'il est fonctionne déjà très mal, et sur le seul plan de Lyon les liaisons sont souvent très mauvaises, qu'est ce que ce sera s'il faut se concerter entre quatre ou cinq villes?

Par ailleurs pourquoi la formule de petits journaux locaux ne serait elle pas préférable à la création d'un «grand» journal régional?

La discussion reste ouverte. Et il serait très utile de la reprendre à la rencontre de Grenoble le 12 juin, avec tous ceux que ça intéresse.

LE NIHILISME RUSSE

P. KROPOTKINE

La révolution russe et l'action du parti bolchevique au cours de cette révolution sont relativement bien connues; l'action des anarchistes dans ce pays a également échappé à l'oubli grâce à l'existence du mouvement libertaire international. Mais que savons-nous des « socialistes révolutionnaires » par exemple ? Que savons-nous du formidable mouvement social et culturel qui précéda et prépara les événements de 1917 ? Que savons-nous du « Nihilisme » ? sinon les lieux communs qui traînent dans les livres d'histoire ?

Nous commençons ci-dessous la publication d'extraits du livre de Kropotkine « Autour d'une vie », qui apportent des informations très intéressantes sur le mouvement révolutionnaire en Russie dans la deuxième moitié du 19ème siècle. On continuera, irrégulièrement suivant les urgences, dans les prochains numéros.

Ce mouvement (le nihilisme) a été souvent mal compris dans l'ouest de l'Europe. Dans la presse, par exemple, on a confondu nihilisme et terrorisme. Les troubles révolutionnaires qui éclatèrent en Russie vers la fin du règne d'Alexandre II et aboutirent à la mort tragique du tsar, sont constamment désignés sous le nom de nihilisme. C'est pourtant une erreur. Confondre le nihilisme avec le terrorisme est une méprise aussi grave que d'identifier un mouvement philosophique comme le stoïcisme ou le positivisme avec un mouvement politique tel, par exemple, que le républicanisme.

Le terrorisme est né de certaines conditions spéciales de la lutte politique, à un moment donné de l'histoire. Il a vécu et a pris fin. Il peut renaître et disparaître encore. Mais le nihilisme a mis son empreinte sur la vie tout entière des classes cultivées de la Russie et cette empreinte persistera pendant des années...

...Bientôt après mon retour (en Russie), Kelnitz m'invita à faire partie du cercle qui était connu de la jeunesse sous le nom de « cercle de Tchaïkovsky ». C'est sous ce nom qu'il a joué un rôle important dans l'histoire du mouvement social en Russie et c'est sous ce nom qu'il passera à la postérité. « Ses membres, me dit Kelnitz, ont été jusqu'ici pour la plupart constitutionnalistes ; mais ce sont d'excellents hommes, ouverts à toute idée honnête ; ils ont de nombreux amis dans toute la Russie et vous verrez plus tard ce que vous pouvez en tirer. » Je connaissais déjà Tchaïkovsky et quelques autres membres de ce cercle. Tchaïkovsky avait gagné mon cœur à notre première rencontre et notre amitié est restée inébranlable depuis, pendant vingt-sept ans.

Au début ce cercle ne comprenait qu'un très petit groupe de jeunes gens et de jeunes femmes. L'une d'elle était Sophie Pérovskaya — qui s'étaient unis pour travailler à leur éducation et leur instruction mutuelle. Tchaïkovsky en faisait partie. En 1869 Netchaïev avait essayé de fonder une société secrète révolutionnaire parmi la jeunesse désireuse, comme je l'ai dit plus haut, de travailler au milieu des gens du peuple ; et pour parvenir à son but il employait les procédés des anciens

conspirateurs, ne reculant même pas devant un mensonge quand il voulait forcer ses associés à lui obéir. De pareils procédés ne pouvaient avoir de succès en Russie, et peu de temps après, cette association disparut. Presque tous les membres furent arrêtés et quelques-uns des meilleurs et des plus purs de la jeunesse russe furent envoyés en Sibérie avant d'avoir fait quelque chose. Le cercle d'éducation mutuelle dont je parle était institué en opposition aux méthodes de Netchaïev. Ces quelques amis avaient jugé très sagement que le développement moral de l'individu doit être à la base de toute organisation, quel que soit le caractère politique qu'elle puisse revêtir dans la suite, et quel que soit le programme qu'elle puisse adopter au cours des événements. C'est pour cela que le cercle Tchaïkovsky, en développant graduellement son programme, prit une extension si considérable en Russie et obtint de si importants résultats : c'est pour cela que plus tard, quand les féroces persécutions du gouvernement provoquèrent une lutte révolutionnaire, il produisit ce groupe remarquable d'hommes et de femmes qui succombèrent dans le combat terrible qu'ils avaient osé engager contre l'autocratie.

A cette époque, cependant — c'est à dire en 1872 — le cercle n'avait rien de révolutionnaire. S'il était resté un simple cercle d'études, il se serait figé dans une immobilité de monastère. Mais les membres trouvèrent une occupation suffisante. Ils se mirent à répandre de bons livres. Ils achetaient des ouvrages de Lassalle, de Bervi (sur les conditions des classes ouvrières en Russie), de Marx, des ouvrages d'histoire russe etc. — toute l'édition à la fois — et les distribuaient aux étudiants des provinces. En quelques années il n'y eut pas de ville d'une certaine importance dans les « trente-huit provinces » de « l'empire russe », pour ne servir du langage officiel, où ce cercle n'eut un groupe de camarades occupés à répandre ce genre de littérature. Peu à peu, suivant l'impulsion générale des événements, et stimulé par les nouvelles qui lui parvenaient de l'Europe occidentale, au sujet de l'extension rapide du mouvement ouvrier, le cercle devint de plus en plus un centre de propagande socialiste parmi la jeunesse instruite et un intermédiaire naturel entre les nombreux cercles de la province. Et un jour vint alors où la glace entre étudiants et ouvriers fut brisée et où des relations directes furent établies entre ce cercle et les ouvriers de Pétersbourg ainsi que de certaines villes de province. Ce fut dans ces conjonctures que j'entrais dans le cercle au printemps de 1872...

...En entrant au cercle de Tchaïkovsky, je trouvais ses membres discutant avec chaleur sur la direction qu'ils devaient donner à leur activité. Quelques-uns étaient d'avis de continuer à faire de la propagande radicale et socialiste parmi la jeunesse instruite ; mais d'autres pensaient que le seul but de leurs efforts devait être de préparer des hommes capables de soulever la grande masse des ouvriers et qu'ils devaient employer toute leur activité à travailler les paysans et les ouvriers des villes. Dans tous les cercles et groupes qui se formaient à cette époque en très grand nombre, à Pétersbourg

et dans les provinces, les mêmes discussions se produisaient, et partout ce deuxième programme prévalait sur le premier.

Si notre jeunesse n'avait fait que du socialisme théorique, elle se serait lancée en même temps dans une agitation politique. C'est le chemin suivi en réalité par beaucoup de politiciens socialistes de la bourgeoisie dans l'ouest de l'Europe et en Amérique. Mais nos jeunes gens avaient été attirés vers le socialisme d'une tout autre façon. Ils n'étaient pas des théoriciens du socialisme, mais ils étaient devenus socialistes en vivant de la vie modeste des ouvriers, ne faisant pas de distinctions entre «le mien et le tien», entre membres du même groupe et en refusant de jouir pour leur satisfaction personnelle des richesses dont ils avaient hérité de leurs pères. Ils avaient fait pour le capitalisme ce que Tolstoï conseilla de faire pour la guerre — à savoir que les gens, au lieu de critiquer la guerre tout en continuant de porter l'uniforme militaire, devraient refuser, chacun en particulier, d'être soldat et de se servir de ses armes. De même nos jeunes gens et nos jeunes filles russes refusèrent, chacun de son côté, de tirer un profit personnel des revenus de leurs pères. Une pareille jeunesse appartenait au peuple et elle allait au peuple.

Des milliers de jeunes hommes, et de jeunes femmes avaient déjà quitté leurs maisons et essayaient maintenant de vivre dans les villages et les villes industrielles, en exerçant toutes les professions possibles. Ce n'étaient pas un mouvement organisé : c'était une de ces poussées qui entraînent les masses à certaines époques lors d'un éveil soudain de la conscience humaine. Maintenant que de petits groupes organisés se formaient prêts à tenter un effort systématique pour répandre en Russie les idées de liberté et de révolte, ils étaient forcément amenés à exercer leur propagande parmi les masses des paysans et des ouvriers des villes.

Divers écrivains ont essayé d'expliquer ce mouvement «vers le peuple» par des influences venues de l'étranger — les agitateurs étrangers sont partout une explication favorite. Il est certain que notre jeunesse prêtait l'oreille à la voix puissante de Bakounine et que l'agitation de l'Internationale exerçait sur nous une irrésistible influence. Mais le mouvement «Vnarod !» — vers le peuple ! — avait une origine beaucoup plus profonde : il avait commencé avant que les «agitateurs étrangers» eussent parlé à la jeunesse russe, et même avant que l'Internationale eut été fondée. Il avait déjà commencé dans les groupes de Karakosov en 1866 : Tourguenev le vit venir, et dès 1859 il en fit une faible esquisse. Je fis tout mon possible pour favoriser ce mouvement dans le cercle Tchaïkovsky ; mais je ne faisais que suivre le courant, qui était infiniment plus puissant que tous les efforts individuels. Entraîné par ce courant, le cercle devint bientôt le centre principal de la propagande socialiste parmi les ouvriers des villes, en même temps qu'il commençait à s'occuper de la propagande dans les campagnes.

Nous parlions naturellement souvent de la nécessité d'une agitation politique dirigée contre notre gouvernement absolu. Nous remarquions déjà que la masse des paysans était poussée à une ruine irrémédiable et inévitable par les impôts insensés qui l'accablaient et par la vente encore plus insensée de leur bétail, lorsqu'il s'agissait de couvrir les arriérés d'impôts. Nous autres «visionnaires» nous voyions venir la ruine complète de toute une population, ruine qui a pris dans la Russie centrale une extension effroyable et dont le gouvernement lui-même n'ose plus faire mystère. Nous savions comment la Russie était pillée de tous côtés de la façon la plus scandaleuse.

Nous connaissions et nous apprenions tous les jours davantage les procédés illégaux des fonctionnaires et l'incroyable brutalité d'un grand nombre d'entre eux. Nous entendions continuellement parler d'amis, chez qui la police avait fait la nuit une visite domiciliaire, qui disparaissaient en prison et qui — comme nous pûmes nous en convaincre plus tard — avaient été transportés sans jugement dans les hameaux de quelque province reculée de la Russie. Nous sentions donc le besoin d'une lutte politique contre ce redoutable pouvoir, qui détruisait les meilleures forces intellectuelles de la nation. Mais nous ne trouvions pas de base possible, légale ou semilégale, pour entamer une pareille lutte...

Les deux années que je passais, avant mon arrestation, à travailler avec le cercle de Tchaïkovsky ont laissé une impression profonde sur toute ma vie ultérieure. Durant ces deux années je menais une existence pleine d'une activité intense — je connus cette exubérance de vie où l'on sent à chaque instant battre toutes les fibres de son être intime et qui seule vaut la peine d'être vécue. Je faisais partie d'une famille d'hommes et de femmes si intimement unis par la communauté du but poursuivi et animés dans leurs relations réciproques d'une humanité si profonde et si délicate, que je ne puis me rappeler un seul moment où la vie de notre cercle ait été troublée par un refroidissement passager. Ceux qui ont quelque expérience de ce qu'est une agitation politique apprécieront la valeur de ce que je dis.

Avant d'abandonner entièrement ma carrière scientifique, je me considérais comme obligé d'achever mon rapport à la Société de Géographie sur mon voyage en Finlande, ainsi que quelques travaux que j'avais entrepris pour la même Société, et mes nouveaux amis étaient les premiers à me confirmer dans cette résolution. Ce ne serait pas bien, disaient-ils, d'agir autrement. Je me mis donc énergiquement au travail pour terminer mes ouvrages de géologie et de géographie.

Les réunions de notre cercle étaient fréquentes et je n'en manquais pas une. Nous avions l'habitude de nous rencontrer dans un quartier suburbain de Pétersbourg, dans une petite maison que Sophie Pérovskaya avait louée sous le faux nom et avec le faux passeport d'une femme d'ouvrier. Elle appartenait à une famille très aristocratique et son père avait été pendant quelque temps gouverneur militaire de Pétersbourg ; mais avec l'assentiment de sa mère, qui l'adorait, elle avait quitté la maison paternelle pour suivre les cours d'une école supérieure et avec les trois sœurs Kornilov — filles d'un riche manufacturier — elle avait fondé ce petit cercle d'études qui dans la suite devint notre cercle. Et maintenant, en voyant cette femme d'artisan, vêtue d'une robe de coton, les pieds chaussés de bottes d'homme, la tête couverte d'un fichu de cotonnade, porter ses deux seaux d'eau puisés dans la Néva, personne n'aurait reconnu en elle la jeune fille qui quelques années auparavant brillait dans les salons les plus aristocratiques de la capitale. Elle était notre favorite à tous et chacun de nous, en entrant dans la maison, avait pour elle un sourire particulièrement amical, même quand elle nous cherchait querelle à cause de la boue que nous apportions avec nos grosses bottes de paysans et nos peaux de moutons, après avoir traversé les rues fangeuses des faubourgs, car elle faisait un point d'honneur de tenir la maison relativement propre. Elle s'efforçait alors de donner à son petit visage de jeune fille, innocent et pétillant d'intelligence, l'expression la plus sévère. Au point de vue moral c'était une rigoriste, mais elle

n'avait rien de la sermoneuse. Quand elle n'était pas contente de la conduite de quelqu'un, elle lui lançait de dessous ses sourcils un regard sévère ; mais on décelait dans ce regard sa nature franche et généreuse, qui comprenait toutes les faiblesses humaines. Sur un point seulement elle était inexorable : «un homme à femmes», dit-elle un jour, en parlant de quelqu'un, et l'expression avec laquelle elle énonça ces paroles, sans interrompre son travail, est restée à jamais gravée dans ma mémoire. Pérovskaïa était, jusqu'au fond du cœur, une «Amie du peuple» et en même temps une révolutionnaire, une militante loyale et ferme comme l'acier. Elle n'avait pas besoin de parer les ouvrières et les ouvriers de vertus imaginaires pour les aimer et travailler pour eux. Elle les prenait comme ils étaient et me disait une fois : «Nous avons entrepris une grande chose. Deux générations, peut-être, succomberont à la tâche et pourtant il faut qu'elle s'accomplisse.» Aucune des femmes de notre cercle n'aurait reculé devant une mort certaine ou devant l'échafaud. Toutes auraient regardé la mort en face. Mais pas une d'elles ne songeait à un pareil destin, à cette époque de simple propagande. Le tableau bien connu de Pérovskaïa est exceptionnellement bon : il reflète aussi bien son courage réfléchi que sa haute intelligence et sa nature aimante. Jamais une femme n'exprima mieux les sentiments d'une âme affectueuse que Pérovskaïa dans la lettre qu'elle écrivit à sa mère quelques heures avant de monter à l'échafaud.

L'incident suivant montrera ce qu'étaient les autres femmes de notre cercle. Une nuit, nous allâmes, Kroupiianov et moi, chez Varvara B..., à qui nous avions à faire une communication urgente. Il était minuit passé, mais voyant de la lumière à sa fenêtre, nous montâmes. Elle était assise à une table dans son étroite chambre et copiait un programme de notre cercle. Nous savions combien elle était résolue et l'idée nous

vint de faire une de ces plaisanteries stupides, que l'on croit quelquefois spirituelles. «B... dis-je, nous venons vous chercher : nous voulons tenter un coup un peu fou pour délivrer nos amis enfermés dans la forteresse.» Elle ne nous fit pas une question. Elle déposa tranquillement sa plume, se leva de sa chaise et dit simplement : «Allons». Elle parlait d'une voix si simple, si exempte d'affectation que je sentis tout à coup combien j'avais agi légèrement et que je lui dis la vérité. Elle retomba sur sa chaise, les larmes aux yeux, et me demanda d'une voix désespérée : «Ce n'était qu'une plaisanterie ? Pourquoi faites-vous de telles plaisanteries !» Je compris alors pleinement la cruauté de mes paroles.

Un autre favori, aimé de tous les membres du cercle, était Sergheï Kravtchinsky, qui devint si célèbre en Angleterre et aux Etats-Unis, sous le nom de Stepniak. On l'appelait souvent «l'enfant», tant il se préoccupait peu de sa propre sécurité : mais cette insouciance en ce qui le concernait provenait simplement de ce qu'il ignorait complètement la peur, ce qui, après tout, est souvent le meilleur moyen d'échapper aux recherches de la police. Malgré cela, il ne prenait aucune précaution pour se cacher et je me souviens qu'un jour il fut sévèrement blâmé à une de nos réunions pour une grave imprudence dont il s'était rendu coupable. Etant en retard à une de nos assemblées, comme cela lui arrivait souvent, et ayant une longue distance à parcourir pour arriver jusqu'à la maison, il avait couru au trot, vêtu d'une pelisse de mouton comme un paysan, tout le long d'une grande rue fréquentée, en se tenant au beau milieu de la chaussée. «Comment avez-vous pu faire cela ?» lui demandait-on d'un ton de reproche. «Vous auriez pu éveiller des soupçons et vous faire arrêter comme un voleur.» Mais je souhaiterais que chacun se fût montré aussi prudent que lui quand il s'agissait d'affaires où d'autres personnes pouvaient être compromises.

J'ai déjà 19 ans ou plutôt je n'ai que 19 ans. Quand j'en avais 15, ma 16ème année m'apparaissait comme un pas de plus vers les 20 ans; cet âge que l'on m'avait promis comme le bel âge, la plus belle fleur de la jeunesse. On m'a menti. Combien de rêves déjà envolés, si loin, depuis si longtemps. Comme on est encore naïf à 15 ans, est ce bien ou mauvais? Mais maintenant je me sens vieille, adulte. Adulte!?! Comme ceux qui m'ont menti et ne m'ont donné la main que pour mieux me perdre dans leur monde, où, cependant une place serait toute prête pour moi... si je voulais. Je les hais. Et si j'ai encore le choix, soit de rejoindre les pauvres «moutons» (ce n'est pas du mépris), aux yeux desquels s'accroche encore un voile d'amertume, soit de choisir la porte étroite qui mène à mes vieux rêves de liberté, de justice (que de mots galvaudés); je sais bien aussi qu'ils nous attendent, eux, devant la porte avec leurs mots doux, leurs faces mielleuses ou sévères derrière lesquelles se cachent une matraque et bien d'autres choses encore.

Mais cette porte il faut en prendre le chemin,

comme beaucoup l'ont fait déjà, même si peu ou pas sont arrivés. Je n'en veux pas de leur monde où l'on vous endort devant une télé en couleurs et en mensonges (Pour vous cacher la ténébreuse vérité, que beaucoup ignorent, mais que beaucoup acceptent), télévision gagnée à la sueur d'un front docile et vaincu. Je ne veux pas de leur monde où l'on vous ferme la bouche, (plus ou moins radicalement), car la parole est réservée aux bien pensants. Mes 19 ans se résument ainsi. Beaucoup de rêves perdus, beaucoup à perdre encore. On s'emmerde à la fac (bien d'accord), on s'emmerde et on crève au boulot. Le pourquoi et le comment, on ne les sait que trop, mais on ne les saura jamais trop. Alors plus de Fac? Plus de boulot?, c'est plus difficile, on sait aussi pourquoi. Mais on sait aussi qu'on n'est pas seul. On reprend courage, espoir, on reste lucide (en lisant IRL) et on se dit que rien n'est encore perdu; mais tout est à gagner. On a la vie devant soi.

Bien maladroit et tout bête ce que je viens d'écrire. Bien insuffisant et léger aussi. Mais j'avais envie de le dire.

Voilà.
Voilà que fuit la tendresse
à fleur de larmes
à pleine peau,
voilà que meurt la tendresse
d'être laissée sans corps

Que c'est désespérant
de se sentir très seule
comme une vague perdue
en grand-rase campagne
et qui cherche un jardin
où rêver l'océan.

Que c'est désespérant
d'être adossée aux rocs
et d'y user ses lèvres
à vaincre la vapeur

cette atroce tendresse
brûlante orpheline née
comme une nuit patiente,
du sommeil de la lune
et de la craie du jour

cette atroce tendresse
faudra crever avec
toute de mutilations
de douceur oubliée et comme craquelée
faudra crever avec,

et c'est elle
qui finalement
aura gagné.

Voilà.
Voilà que fuit la tendresse
à fleur de larmes
à pleine peau,
voilà que meurt la tendresse
d'être laissée sans corps
Que c'est désespérant

ça rêve
ça rêve dans les coins
ça rêve que ça vole
que ça fout la main au cul des nuages
ça rêve que ça dort
ça rêve que sommeil
ça rêve que ça aime
beaucoup partout très fort
autre chose que des signes
- 2h 1.xf(0) h(h2-4h) z'avez une drôle de tête
pauvres gens, les lèche-bottes,
pauvres gens que les gens
on a les pieds bien dans le ciel
bien plantés
et ça rêve
ça rêve que amour
ça rêve.

C'était simple, pourtant.
Mais je n'ai pas osé.
Une hache aurait suffi, brillante et décisive.
Mais je n'ai pas osé.
Dommage,
J'aurais maintenant une jolie main d'enfant
autour du cou.

Si les poèmes de Danielle vous ont plu, vous pouvez acheter son recueil, édité par Fédérop : «Perdu le chemin» (5F)

APPEL POUR SAUVEGARDER L'INDEPENDANCE D'I.P.N. ET ASSURER SON DEVELOPPEMENT

L'Imprimerie Presse Nouvelle de Lyon a été créée en 1972 par des travailleurs de l'imprimerie. Leur but : « Construire un outil au service de la diffusion massive des idées, participant sur un plan général ou dans des secteurs particuliers à la lutte pour l'émancipation des travailleurs. »

Aujourd'hui, instrument complet, indépendant et largement utilisé, I.P.N. imprime sans exclusive à gauche.

Aujourd'hui à Lyon, les organisations de gauche et d'extrême gauche, les groupes ou individus, les militants politiques ou syndicaux, culturels, peuvent compter sur une imprimerie capable de produire des travaux dans des conditions de délais et de prix que seule une équipe de militants est capable de réaliser.

Le pouvoir n'a jamais toléré l'existence d'I.P.N. :

— En février 74, I.P.N. est perquisitionnée,

ses animateurs poursuivis pour avoir imprimé un tract du Groupe d'Action et de Résistance à la Militarisation. Grâce à un vigoureux mouvement de soutien, Henri Leclercq, gérant d'I.P.N., est relaxé, en appel.

— En février 76, I.P.N. est de nouveau perquisitionnée. Perquisition d'intimidation pure et simple, au cours de laquelle sont saisis tracts et affiches légaux, diffusés trois mois plus tôt à des milliers d'exemplaires pour soutenir le Portugal en lutte.

— Ces dernières semaines, l'attaque du pouvoir ou de ses groupes de pression se porte sur le terrain économique : la principale banque en relation depuis 10 ans avec les imprimeurs qui ont créé I.P.N., puis avec I.P.N., vient de rompre sans aucune justification commerciale des accords commerciaux classiques fondés sur plusieurs années de gestion équilibrée.

Cette attaque survient quelques jours

après la création d'une « Association des amis de l'Imprimerie Presse Nouvelle ».

Il faut stopper cette escalade, les attaques contre I.P.N. font partie d'une politique d'ensemble du pouvoir, ces attaques sont autant d'atteintes à la liberté de la pensée, à la liberté d'expression, à la liberté de la presse.

Nous voulons sauver I.P.N. pour nos luttes, pour des centaines de luttes, pour tous ceux qui, dans des luttes émancipatrices d'aujourd'hui, préparent la société de demain.

Nous l'affirmons en participant à la campagne de soutien pour réunir, AVANT FIN MAI 1976, les 150 000 F nécessaires à la sauvegarde et à l'indépendance d'Imprimerie Presse Nouvelle.

SOUSCRIPTION A L'ORDRE DE :
ASSOCIATION DES AMIS D'I.P.N.

Où en sommes-nous au 25 mai 76 :

L'association compte actuellement 145 adhérents qui ont regroupé la somme totale de 12 452 F pour financer l'activité de l'Association.

En parts et en souscription nous avons rassemblé au 15 mai 76 la somme de 7 millions d'AF. Reste 8 millions à trouver.

PARTICIPEZ A CONSTRUIRE IPN EN PRENANT DES PARTS DE LA COOPERATIVE

Association des Amis d'I.P.N., 44 rue Burdeau, 69001 Lyon.
Permanence tous les jours de 10 à 12 h et de 17 h à 19 h

manif pour U. MEINHOF

Le mardi 18 mai à 18h 30 se regroupent 300 personnes dans la rue piétonne devant la FNAC pour protester contre l'assassinat de Ulrike Meinhof ou plutôt contre un système répressif qui commence déjà à se mettre en place en France.

10 minutes après le départ de la manif, les flics chargent sans sommations. Dès la première «dispersion» des discussions avec les passants s'organisent spontanément sur la répression en RFA et sur le terrorisme policier, parfaitement illustré par l'attitude des argousins (tabassages, personnes hospitalisées, arrestations...) deux ou trois copains risquent une inculpation pour «violence à pores». Plus subtil est le terrorisme verbal organisé par la presse et notamment par le torchon de Progrès où l'on faisait bien sûr figures de provocateurs.

Je ne reviendrais pas sur la portée de ces manifs (des copains l'ont déjà fait dans IRL numéro 8 «tous à la-manif»). Il me paraît clair toutefois que le problème ne se situe pas tant au niveau de l'organisation des manifs, que de la pénétration des idées libertaires dans les usines, les facs, les bahuts etc... Et ceci non pas à la manière d'une «avant garde» trotskyste ou autre mais comme individus, parmi d'autres, mais dont le but final est (je l'espère) une révolution sociale. Il est important qu'on refuse ce petit jeu, imposé par le pouvoir: manif-répression, répression-manif (auquel je suis, hélas, toujours prêt à participer) pour s'occuper de la réalité, celle qu'on vit quotidiennement.

discussion A PROPOS DU JOURNAL

IRL se développe: tant dans la forme (meilleure présentation) que dans le fond (choix plus varié de documents et ouverture de dossiers tels que armée-répression, Espagne 76) tel est du moins mon constat de lecteur. Bon. Cela dit, le rôle d'une revue comme IRL ne peut, selon moi, se borner à diffuser des documents, des informations comme son titre l'indique certes, mais doit bien évidemment et au delà susciter des discussions, des débats qui feront «avancer» la revue et ses lecteurs, supprimant - enfin...on l'espère - le rôle DIRECTIF devenant trop souvent celui d'un groupe de camarades rassemblés comme vous, autour d'un organe de diffusion à vocation militante.

C'est pourquoi la discussion ouverte depuis le numéro 9 d'IRL à propos de l'idéologie me semble non seulement très intéressante mais aussi très importante. Et à ce propos je voudrais - très prudemment - faire une remarque: à mesure que les «idées» libertaires se répandent, la discussion, bizarrement, se rétrécit d'autant chez ces mêmes libertaires! S'agit il d'un appauvrissement (sic) de la pensée anarchiste ou bien d'une certaine paresse - «c'est chiant», etc - à s'attaquer à autre chose qu'à des articles slogans ou bien encore de la sainte trouille d'être traité,

injure suprême, d'idéologue? Je pencherais plutôt pour la troisième hypothèse, d'où précisément l'intérêt de votre discussion et mon envie de lecteur d'y participer.

C'est vrai que nous avons tous un peu marre, et surtout depuis 68, année du grand clivage, de l'idéologie avec un grand I. Marre de révéler les écrits sacrés des grands Anciens et en ce qui nous concerne, anarchistes, serons nous moins dogmatiques en attaquant systématiquement voire fanatiquement les adorateurs de saint Marx si nous mêmes continuons à adorer saint Bakounine? Des camarades diront que j'exagère et pourtant, nous l'avons mainte fois constaté, ce fanatisme anar existait avant 68 et continue, je crois, d'être la règle dans ce que nous appelions à NR* le «Mouvement officiel» à savoir la FA, pour être précis. Selon ce credo, on était, on est anar et cela vous met, magiquement, à l'abri des déviations, vous garantit contre l'autoritarisme, vous protège du leaderisme car il est bien entendu que puisque l'on est «antimarxiste» on ne saurait être touchés par le virus du léninisme, je veux dire par un certain état d'esprit centraliste pouvant très rapidement se concrétiser sur le plan organisationnel. On a longtemps cru (le croit on encore?) qu'il suffisait dans un Mouvement anarchiste pur et dur, de proscrire la lecture des ouvrages maudits, de hurler en son temps d'abord au complot marxiste puis au complot situationniste, enfin d'isoler voire d'exclure les méchants déviants pour finalement espérer retrouver la pureté originelle et la garder bien au chaud, là, entre nous, en famille....

Je sais. Dits comme cela, ces faits paraissent risibles. Et pourtant il ne s'agit rien moins que du DOGMATISME: cette rigidité théorique mettant sur le même pied une organisation anarchiste devenue sectaire, quand elle le devient, et le premier parti léniniste venu. C'est vrai que nous avons tous marre de l'intolérance (du manque de tendresse aussi non?), de la conception étriquée de l'organisation et donc de la vie, sévissant dans la plupart des organisations révolutionnaires, anars y compris ou groupes gauchistes, soupé des chapelles passant leur temps à se bagarrer entre elles. Soit. Mais je pose la question: est ce finalement CELA l'idéologie?

Car s'il est ridicule et nocif de défendre à tout prix une étiquette, n'est il pas tout aussi ridicule et en fin de compte négatif de ne pas loyalement «annoncer la couleur» du moment que l'on garde l'ouverture d'esprit nécessaire, le besoin de confrontation féconde, qui sont la démarche dialectique minimum d'une position anarchiste bien comprise?

Le camarade H avait la courtoisie de nous citer, avec d'autres, dans son article, pour illustrer une certaine évolution ayant conduit beaucoup de gens «à se parler et à bruler ce qu'ils avaient adoré: l'idéologie». Bon. Mais puis je te rappeler que si nous avons pu, à «Noir et Rouge» sortir tant soit peu du ghetto anarchiste, c'est bien sûr par ce que nous avons attaqué le sectarisme et soutenu qu'il était précisément ANARCHISTE d'ouvrir la porte, donner de l'air, en nous confrontant aux autres, fussent ils marxistes; mais nous nous pour autant cessé de nous présenter en tant qu'anars pendant ces confrontations, débats avec d'autres ou pendant l'étude de certains aspects du marxisme qu'il nous semblait nécessaire de regarder en face? Absolument pas et je puis au contraire affirmer que cette revendication de notre identité anarchiste, loin de nuire au choc des idées, a au contraire aidé celles ci à se produire en toute clarté, positivement.

Refermons la parenthèse. On ne peut jamais tirer, et heureusement de conclusions définitives sur telle ou telle expérience: il s'agit plutôt de constatations en forme d'hypothèses, d'accord. Et d'essayer d'avancer dans la résolution de nos problèmes. Encore ne faudrait il pas nous en créer de faux! On ne peut tout de même reprocher à des camarades de se regrouper pour telle démarche anarchiste, ayant ses lignes de force propres, si cela leur semble nécessaire pour y voir plus clair et finalement mieux dialoguer avec des camarades d'extraction différente, non? Que d'autres, comme H ne se réclament

plus d'une quelconque idéologie O.K. En quoi est ce inconciliable? On pourra toujours faire du boulot avec d'ex anars, marxistes, situs, chrétiens et tous les «inorganisés» possible, fort bien. Je ne vois toujours pas en quoi l'organisation de secteurs anarchistes non sectaires et ayant un minimum de coordination entre eux peut nuire à de tels regroupements, le tout étant évidemment de savoir ce que l'on veut et ce que l'on peut faire ensemble. Cela dit le dogmatisme est partout et peut par exemple tout aussi bien se retrouver chez l'«inorganisé» pour qui l'inorganisation peut devenir une fin en soi, en forme de nouveau catéchisme, cela s'est déjà vu. Alors, que l'on s'invente de nouvelles appellations (inorganisés, marginal, apartidaire, etc) moi je veux bien, à condition de ne pas en faire un gri-gri, c'est tout. Encre un mot là dessus que Dany Cohn-Bendit se déclare ni marxiste, ni anarchiste et pas d'avantage maoïste c'est un point de vue, cela ne suffit pas toutefois pour remettre fondamentalement en cause l'engagement de copains se réclamant de l'anarchisme, à moins que nous nous trouvions de nouveaux «grands hommes» dont les paroles remplacent celles des évangiles que nous voulons détruire...

Il y a quelques années, après Mai 68, un certain nombre de modes ont fleuri dans les milieux dits révolutionnaires: successivement tout serait réglé par l'acte exemplaire, la spontanéité, la drogue, l'homosexualité etc.... Parmi celles-ci il y avait déjà le mot d'ordre: à bas l'idéologie! Comme dit tout au long de cette réponse, d'accord pour combattre ce qui peut scléroser, conduire à l'élaboration d'organisations sûres de détenir la Vérité et le camarade s'exprimant dans IRL N10 («à propos du journal») explique tout cela très bien. Mais pas d'accord si sous le prétexte d'anti-idéologie - on a vu cela après 68 où trop de camarades attendaient la barricade, l'«extraordinaire» alors bof! le boulot militant de tous les jours. on laisse tomber les idées, on cesse de fouiller, d'essayer d'aller plus loin. En ce sens H ne suit pas, lui, la mode

mentionnée plus haut puisque, précisément il expose son point de vue et nous permet ainsi d'esquisser un débat entre camarades. Cela reconnu et pour reprendre les arguments d'IRL N10 oui les idées libertaires reparaisent, de vieux bouquins anars sont réimprimés, d'accord mais actuellement nous les anars, qu'amenons nous de nouveau dans l'élaboration théorique, hormis les slogans nous servant trop souvent de cache-misère idéologique. Décortiquons-nous par exemple la question de l'autogestion afin de montrer ce qu'elle est réellement? Ou bien essayons nous de creuser, nouvel exemple et il y en a bien d'autres, les problèmes du pouvoir, car nous ne pourrions pas toujours les esquiver et pouvons nous oublier la résistance qu'a rencontré dans nos propres milieux la sortie d'un livre comme celui de Vernon Richards «Enseignements de la révolution espagnole» parce qu'il avait, ô sacrilège, osé analyser et critiquer certaines erreurs de nos camarades en Espagne? Les problèmes du «Gouvernementalisme» et d'une dichotomie anarchiste ayant opposé sommet et base (ben oui! chez nous aussi, cela peut exister) pendant la guerre-révolution espagnole ces problèmes nous paraissent ils si insolubles ou bien la certitude de nos crédos nous interdisait elle d'en parler publiquement ou pas? Quelques questions parmi mille autres.

C'est bien pourquoi l'ouverture de discussions, même dans un «petit» canard comme IRL, est si importante. Continuez à informer, camarades, mais continuez également à discuter, c'est essentiel. Ce contact et cette confrontation permanents de nos idées, solidement ancrées aux réalités sociales, sont peut être l'unique moyen de propager un anarchisme vivant et en cela d'éviter les pièges de l'«idéologie».

C.L.

*NOIR ET ROUGE. NOM D'UNE REVUE ET D'UN GROUPE ANARCHISTES DISPARUS DEPUIS 1970.

rectificatif

Des copains connaissant bien les groupes anarchistes qui ont agi en Espagne ces dernières années nous signalent que si l'étiquette OLLA a été inventée de toute pièce par la police pour désigner un de ces groupes, celui-ci ne peut en aucun cas être accusé d'avoir été «manipulé par la police» comme nous l'avons dit dans le dernier numéro. Nous rectifions donc.

Nous avons reçu une lettre des copains de Toulouse: «L'information réellement crapuleuse (peut être pas dans l'intention, mais dans le résultat) qui vous a été fournie sur la OLLA a scandalisé tous les camarades à qui nous en avons parlé. Aucune prétention de monopole de la représentation libertaire en Espagne ne peut justifier de telles affirmations. On ne s'étonne pas que les marxistes léninistes et autres partisans du capitalisme d'Etat taxent les prolétaires incontrôlés par eux, de voyous, de «hooligans» ou de provocateurs. On s'étonnerait beaucoup plus que, renouant avec une tradition malheureuse qui, en 1937, faisait taxer les «Amis de Durruti» de provocateurs, certains groupements d'obédience syndicaliste, voire libertaire, se le permettent. Rien ne les y autoriserait, pas même un désaccord avec la théorie et la pratique de groupes comme ceux dits de la OLLA. En attendant que nous soyons en mesure de vous donner de récentes informations sur la situation dans laquelle se trouvent les camarades de ces groupes autonomes emprisonnés, nous vous demandons de passer ce rectificatif.»

Tout à fait d'accord avec ce qui est dit dans la lettre des copains de Toulouse.

NOUS AVONS RECU ET LU (SUITE).

Azione Direta: mensuel Suisse. Paolo soldati. V. Concorchia 9 6932 Breganzona CH (Suisse)

BASTA: qui continue! abonnez vous! Basta BP 105 31013 Toulouse cedex.

Tout le Pouvoir au Travailleurs: mensuel de l'Union des Travailleurs Communistes-Libertaires, récente scission de l'ex ORA (devenue OCL) écrire M.P. BP 63008 Clermont Ferrand Cedex 1

Libertarian Struggle: canard de l'AWA (Anarchist Worker's Association) organisation britannique, L.S. 13 Coltman Street HULL, GD Bretagne.

Internazionalisme Proletario: Casella Postale 381 47100 Forli (Italia)

REPRISE DU CAMPING INTERNATIONAL ANAR A ST MITRE LES REMPARTS. POUR PLUS D'INFOS ECRIRE AU JOURNAL.

Sommaire

- En fac, on exorcise les fantômes p. 2
- Les libertaires, la C.F.D.T. et la transition vers le socialisme p. 3
- La question syndicale p. 6
- La vie chez Playtex, ou l'envers d'une publicité p. 7
- Licenciements à l'Ecole Nouvelle p. 8
- Rhône-Poulenc (suite) p. 9
- Le comité autonome de chômeurs de l'agglomération grenobloise p. 12
- Le petit dico de l'ennemi intérieur p. 14
- Notre prochain dossier : la Police p. 15
- A propos des anarchistes et de la violence p. 16
- Le Nihilisme Russe p. 18
- Poèmes p. 21
- Discussion : sur l'idéologie p. 22

numéro de commission paritaire: 55270
écrire H.L. BP 543 Lyon Cedex 1

Permanence tous les mercredi de 18 heures à 20
heures 13 rue Pierre Blanc Lyon 69001

Abonnement un an: 20 Francs
De soutien : à volonté

Imprimé à I.P.N. collectif d'imprimeurs 36 rue
Burdeau Lyon 69001

Directeur de la publication: J.J. GAY 12 rue
Philippe de Lasalle 69004 Lyon.